

MAI 2006 - N°6 - PRIX LIBRE - 3000 EXS- « Il n'y a pas de méchant système, il n'y a qu'une somme d'individuelles lâchetés. » [Vaquette]

## Sous les pavés la plage, sur les pavés la rage...

Restriction du droit de grève, piquets de grève menacés d'astreintes financières énormes, démantèlement des services publics de la santé, de l'énergie, de l'éducation, des transports, attaque contre le temps de travail, chasse aux chômeurs... Tout comme avec l'échec du mouvement contre le pseudo-Pacte entre les générations, réforme pro-patronale des retraites, nous n'en finissons pas d'en prendre plein la gueule.

Les organisations syndicales sont incapables de mettre en œuvre une riposte sérieuse. Qu'elles soient terrifiées à l'idée de déclencher des événements qu'elles ne contrôlèrent pas, enfermées dans des logiques politiciennes ou engluées dans la collaboration avec les patrons, elles ne nous donnent pas de perspectives de combat.

Les partis politiques qui se succèdent aux manettes du pouvoir se couchent servilement devant les intérêts des énormes firmes mondialisées. Les ministres les plus « rouges » amusent la galerie et nous tiennent les mains pendant que les patrons nous font les poches.

Ce qu'on nous vend sous le nom de démocratie n'est qu'une mascarade : le vrai pouvoir est entre les mains des hauts fonctionnaires, jamais élus, et d'une poignée de grands patrons. Vous, vous n'en verrez jamais la couleur, ni de près ni de loin.

### Italie - Après les urnes, nouvelle saison de lutte de classe

Les 9 et 10 avril, la droite italienne dirigée par Berlusconi a perdu les élections. La Fédération des Communistes libertaires fait le bilan du projet de la droite, analyse la stratégie interclassiste de l'Union, emmenée par Prodi, et se penche également sur les perspectives pour les mouvements sociaux et pour les anarchistes face au rétablissement d'un pouvoir d'Etat (de gauche) légitimé par les urnes.

#### Projet de classe de la droite

Au cours des cinq dernières années, la coalition de centre-droit qui a dirigé l'Italie a prouvé qu'un système de gouvernement par alternance n'a aucune vertu, mais que c'est par contre l'expression du projet de classe destiné à rétablir un pouboir capitaliste, autoritaire et clérical-fasciste dans ce pays. Un projet destructeur et socialement bien enraciné qui s'est principalement déroulé suivant quatre axes :

- 1- laisser dépérir le système industriel italien comme source de revenus, de salaires et de jobs, dès lors que rien ne menaçait les profits de la plus-value ;
- 2- brader tout le système de protections, de droits, des libertés, en soumettant à la précarité et à l'arbitraire du marché des millions de travailleurs italiens et immigrés ;
- 3- produire une législation qui détruirait les droits et les libertés conquises au cours des décennies précédentes et qui s'opposerait à l'élargissement de ces droits et de libertés ;
- 4- criminaliser, diaboliser et réprimer toutes les instances et tous les mouvements d'opposition engagés dans les batailles syndicales et sociales, sous prétexte qu'ils seraient dangereux pour la stabilité du pays.

Ce projet de classe s'est tellement accéléré et est devenu si destructeur lors du quinquennat 2001-2006 qu'il est allé bien au-delà du programme néo-libéral tracé par la coalition de centre-gauche entre 1996 et 2001 et bien au-delà des compatibilités structurelles soutenables par le capitalisme italien, confrontées à l'écroulement de la demande interne et à la croissance zéro de la richesse produite. Nous avons simplement assisté à la croissance de la richesse personnelle des membres du gouvernement et de ses partisans au sein de l'élite.

L'opposition de classe était trop faible pour résister à une telle attaque, en dépit des efforts des mouvements sociaux et syndicaux de base. Les éléments bourgeois qui se sont opposés au projet de Berlusconi étaient trop opportunistes pour endiguer la destruction du tissu social et productif, qui a désormais atteint un seuil critique.

suite p.3

Les politiciens de gauche comme de droite qui nous disent le contraire sont de fieffés menteurs. Ils nous envoient vers des voies de garage (comme les élections, qui approchent à grands pas), alors que, face aux rapaces de l'État et de la Fédération des entreprises belges, nous n'avons qu'une seule solution : la lutte sans merci.

Les élections, quelle que soit leur issue, ne représente en aucun cas une solution. Au bulletin dans l'urne, autrement dit au chèque en blanc, nous opposons la lutte sociale.

Les patrons ne nous feront aucun cadeau. Ils sont avarés, cyniques, brutaux. Ils s'y entendent pour nous tondre la laine sur le dos. Et nous, comme des moutons, nous les laissons faire.

Il est grand temps de mettre un frein à leur arrogance. Et nous pouvons le faire si nous nous en donnons les moyens.

Les partis politiques nous trahissent ? Délaissons-les. Nos organisations syndicales ne nous défendent pas ? Investissons-les, portons-y la flamme de la révolte. Et, si c'est nécessaire, débordons-les, construisons mieux et plus fort, organisons-nous à la base, en assemblées générales, en comités de grève révocables, en groupes interprofessionnels... L'urgence du moment, c'est de relever le mouvement ouvrier combatif et révolutionnaire. Pour cela, tout est bon. Il n'y a pas de

recette, seulement l'huile de coude, le temps donné, la entraide et la ténacité. De toute façon, rien ne se fera que nous ne ferons nous-mêmes.

Les militants anarchistes réclament et prendront toute leur place dans la lutte à venir. L'anarchisme, l'idée émancipatrice de l'individu prolétaire, n'a jamais vendu les classes ouvrières à l'État ni aux patrons. L'anarchisme peut tirer le mouvement des travailleurs de l'ornière et ouvrir la perspective d'une vraie transformation sociale.

Ils ne manquent pas, ceux qui veulent nous enfermer à l'usine ou au bureau, ceux qui prétendent travailler pour nous en faisant de la politique, et pour qui en fait nous travaillons. Contre tous ces exploités, petits et grands, l'idée libertaire est un outil.

Egalité économique et sociale, dans la démocratie directe !

**Celui qui se bat peut gagner, celui qui ne se bat pas a déjà perdu !**

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes.

### Belgique - Trop d'allocations de chômage, selon l'Unizo

Le 15 avril dernier, l'Unizo, organisation patronale flamande, s'est déclarée, d'après le quotidien *Het Laatste Nieuws* pour une limitation dans le temps des allocations de chômage et pour un revenu de « survie ».

L'organisation patronale flamande Unizo a pris le relais de la Fédération des entreprises de Belgique dans l'assaut que les « boss » lancent contre les conditions sociales.

Karel Van Eetvelt, administrateur délégué de l'Unizo, a déclaré, samedi 15 avril, vouloir limiter dans le temps la perception des allocations de chômage. Ce patron dans l'âme veut imposer, aux jeunes comme aux vieux, un système inique : les travailleurs toucheraient une allocation de chômage durant une période de six mois, laquelle serait prolongée d'un mois par année de travail.

« Après cette période, le chômeur devra toucher un revenu de survie », a surenchéri cyniquement Van Eetvelt. Qu'il se réjouisse donc, ses vœux sont déjà exhaussés : aujourd'hui, pour de nombreux travailleurs, le chômage c'est déjà un revenu de survie.

Une nouvelle fois, les travailleurs mis au chômage contre leur gré, ceux qui ne retrouvent pas de boulot en raison de leur âge, les femmes, les étrangers (encore et toujours discriminés lors de l'embauche), les jeunes qui n'ont que peu d'années au compteur du turbin... vont à prendre plein la gueule pour par un rond.

Effet d'annonce ou volonté réelle, qu'importe : l'objectif est à nouveau de maintenir les travailleurs sous pression, de les rendre « flexibles » et de les diviser.

Il n'y a pas trop de chômeurs, il y a trop de patrons.

## En avant s'il n'y a pas d'avance !

#### SUISSE - PATRONS DANS LE LAC

Quand les patrons craignent que leurs salaires excessifs ne réveillent les pavés... La neutralité suisse n'est plus ce qu'elle était. Les patrons du pays des banques deviennent de dangereux rouges, des soc'-dem sans vergogne. Les écarts de salaires entre les employés de base et leurs chefs inquiètent les patrons eux-mêmes. Le pédégé de l'Association patronale suisse de l'industrie des machines a déclaré dans « L'Hebdo » du 6 avril : « Si nous ne voulons pas que les gens descendent dans la rue, les managers doivent aussi apporter leur contribution et faire preuve de retenue. » Combien tu m'offres pour faire preuve de retenue ? Entre les lignes du dico des synonymes, au mot « philanthropie », on trouve « autodéfense bourgeoise » et « intérêt de classe ».

#### GRÈCE - RETOUR DES MÊTEQUES

C'est autour de la Grèce d'exiger des étrangers qu'ils fliquent leur langue et leur culture. Le retour des mèteques de l'Antiquité grecque et de la discrimination légalisée ? Dans sa dérive vers l'ultra-droite musclée, le continent européen poursuit sa tentative de mettre les langues au pas.

Après l'Autriche, les Pays-Bas, c'est au tour de la Grèce de fliquer les cordes vocales. Désormais, les immigrés voulant résider en Grèce devront suivre des cours de grec, d'histoire et de civilisation pour décrocher un permis de séjour de longue durée. Une absurdité monumentale. Cela tend à présenter la langue, l'histoire et la civilisation grecques comme immuables, alors que celles-ci se sont enrichies du savoir des étrangers. Histoire de joindre le désagréable à l'inutile, les cours seront payants. Ce qu'il y a de merveilleux avec le cynisme européen, c'est que lui au moins n'a plus de borne. L'Académie, qu'elle soit française, belge ou grecque, c'est le commissariat du Verbe.

#### BELGIQUE - IL Y A 20 ANS, TCHERNOBYL...

C'était Daniel Ducarme qui était ministre de l'Environnement et de l'Agriculture de la Région wallonne à l'époque, sous les couleurs du PRL (actuellement MR), ce doux poète, distrait qui oublie de payer ses impôts ou encore qui ne pense pas à vivre à Schaerbeek alors qu'il y est domicilié pour les élections communales... Lorsque le nuage radioactif de Tchernobyl passe au dessus de la Belgique en 1986, l'artiste ne pense pas à faire confiner le bétail en étable, il a peut-être

oublié que les vaches, elles mangent de l'herbe et que cette herbe, si elle est en dessous du nuage radioactif, peut être contaminée et que donc, les vaches le seront aussi ! Et que de l'iode radioactif se retrouvant dans le lait principalement peut causer de graves problèmes de santé, dont le cancer de la thyroïde. L'isotope d'iode-131 qui a la durée de vie la plus longue (2 mois) parmi les rejets a eu largement le temps de passer au-dessus de l'Europe occidentale et de se retrouver dans la chaîne alimentaire. Alors qu'au niveau fédéral, le confinement du bétail était recommandé. Daniel Ducarme aurait-il oublié d'être compétent en la matière pour ne pas avoir appliqué le principe de précaution à ce moment ? Merci Daniel.

#### VATICAN - LES CALOTTES SONT CUITES...

Le cardinal mexicain Javier Lozano Barragan, président du Conseil pontifical pour la santé, a confirmé que le Vatican travaille à un texte qui pourrait conduire l'Eglise catholique à infléchir sa prohibition du préservatif comme moyen de prévention contre le sida et à en admettre l'usage dans des circonstances bien particulières. Un premier pas vers le septième ciel.

## Iran - De la crise nucléaire à celle du pétrole

Le Président iranien Mahmoud Ahmadinejad a annoncé mardi 11 avril l'entrée de l'Iran dans l'ère nucléaire mais à des fins civiles, ils maîtriseraient les différentes phases expérimentales d'enrichissement de l'uranium pour être utilisé dans les centrales nucléaires. Un divin spectacle a même été organisé autour des tubes d'hexafluorure d'uranium lors de cette déclaration, avec des colombes, des habits traditionnels. Bref, « Dieu est grand », comme il a été déclaré lors de cette démonstration de force idéologique.

Et à Washington, la Maison Blanche ne voit pas ça d'un mauvais œil. Les Etats-Unis ne veulent pas que l'Iran se munisse de l'arme nucléaire... mais puisque Mahmoud Ahmadinejad a dit qu'il voulait faire des centrales nucléaires et pas des armes, il doit le prouver, même si le pays est signataire du TNP (Traité de Non Prolifération d'armes nucléaires). L'AIEA (Agence Internationale de l'Energie Atomique) sera, avec à sa tête M. El Baradei jusqu'au 28 avril pour rédiger son rapport pour le Conseil de Sécurité de l'ONU et dire si l'Iran est en mesure de réaliser des armes nucléaires ou pas. Jusqu'à cette date, aucune mesure concrète précise ne pourra être envisagée contre l'Iran. Mais une résolution sous le chapitre VII de la charte des nations unies pourra dès lors être élaborée si l'ONU l'estime nécessaire de mener à des frappes militaires. « Si la situation devait s'envenimer, et si Téhéran devait choisir la fuite en avant et l'accélération de son programme nucléaire, une intervention de bombardement des sites nucléaires iraniens pourrait être envisagée, soit par les Etats-Unis, soit par Israël. »

Selon David Albright, président de « l'Institute for Science and International Security », un groupe privé de recherches basé à Washington, l'annonce de Ahmadinejad était attendue, mais les quantités

d'uranium enrichis sont très probablement minimes et de plus, il ne suffit pas d'avoir le matériel pour construire la bombe mais aussi les connaissances nécessaires. L'Iran en dispose-t-il ?

Et si l'Iran voulait réellement produire des armes nucléaires ? Il pourrait l'obtenir dans un délai de cinq à dix ans si il suit le même rythme que depuis les années '80, mise en route de son programme nucléaire ; si Téhéran maintient le rythme actuel de production et d'enrichissement d'uranium, il lui faudrait tout au plus deux ans mais si on imagine que le pays a des centrifugeuses cachées, le délai serait alors plus court. Au-delà des considérations technologiques, l'acquisition de la maîtrise de la technologie nucléaire relèverait le statut de l'Iran dans la région, un contre-poids nucléaire qui s'oppose à Israël dans le Moyen-Orient est bien vu dans le monde arabo-musulman, Téhéran le sait bien.

Téhéran annonce son intention de porter le nombre de ses centrifugeuses de 164 à 3.000 avant la fin 2006, puis à 54.000, pour « faire passer l'enrichissement d'uranium à un stade industriel », ce qui, selon les Occidentaux, peut permettre à l'Iran de se doter de l'arme nucléaire. « La possession de l'arme nucléaire est régie en droit international par le traité de non-prolifération des armes nucléaires signé en 1968 qui divise de manière un peu artificielle les pays en deux catégories : ceux qui avaient fait exploser une arme nucléaire avant cette date, et qui sont donc considérés comme des puissances nucléaires ; et ceux qui affirment ne pas avoir l'intention de développer une telle arme, qui sont considérés comme des pays non nucléaires. »

Et, il y a aussi les pays qui n'ont pas signé le TNP : l'Inde, Israël, et le Pakistan, ces pays n'ont donc violé aucun accord en développant des armes nucléaires. Et, ils sont tolérés, le pouvoir d'Israël est ainsi

conforté ainsi que sa capacité d'intervention militaire dans la région ; et n'oublions pas le conflit latent entre l'Inde et le Pakistan. En fonction de cet état de fait législatif, l'Iran affirme qu'il cessera toute coopération avec l'AIEA si son dossier n'est pas accepté par le Conseil de Sécurité, puisqu'en tant que signataire du TNP il s'est lui-même interdit de fabriquer l'arme nucléaire. Cela aurait pour conséquence d'empêcher de nouvelles inspections sur le territoire iranien.

Deux pays ont contribué au programme d'enrichissement de l'uranium de l'Iran : la Chine et indirectement, le Pakistan. En effet, grâce à A. Q. Khan, l'expert pakistanais en matière de nucléaire, a fortement contribué à l'élaboration du programme nucléaire iranien durant les années '80.

La Chine et la Russie ont rejoint la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis pour mettre l'Iran en garde contre d'ultérieurs développements de son programme nucléaire mais les deux pays, alliés énergétiques de l'Iran, restent toutefois opposés à des sanctions.

Mais Téhéran n'est pas démunie de moyens de pression, c'est un acteur important sur le plan énergétique, étant le quatrième producteur mondial de brut, avec 4 millions de barils par jour, vendus surtout en Asie et en Europe. En cas d'escalade militaire les exportations de brut iranien s'arrêtent et celles qui transitent dans le golfe seront gravement perturbées.

Ces tensions interviennent justement au moment où la demande de pétrole est très forte dans le monde, notamment en Asie. Ce dynamisme de la croissance mondiale entraîne une hausse générale des matières premières vers des niveaux records.

[Louis Jazz]

Sources : Le NY Times, Le Monde, iaea.org, un.org

## Israël-Palestine Anarchistes contre le Mur

Vendredi 21 avril, comme chaque semaine, une manifestation a été organisée dans le petit village de Bil'in, situé en Cisjordanie, à l'initiative des Anarchistes contre le Mur avec les habitants du village qui protestent contre l'annexion de terres due au tracé du Mur. Le thème de cette manif était, pour le coup, le boycott des produits israéliens.

Le résultat des élections du 28 mars et l'arrivée d'un nouveau gouvernement n'a pas changé la donne : la construction de la barrière de séparation se poursuit. Les Anarchistes contre le Mur continuent donc leur action pour la paix.

Le Mur entrave la circulation des populations et viole de fait le droit au travail, à l'enseignement et à la santé. De plus, il hypothèque le droit à l'autodétermination du peuple palestinien. Abolissons les frontières : la paix passe par la réconciliation entre Israéliens et Palestiniens et non pas par leur séparation. Deux Etats pour deux peuples, c'est deux Etats de trop ! Aussi longtemps qu'il existera des Etats et que le système capitaliste perdurera, toute amélioration ne sera que partielle et toujours menacée. La paix passe aussi par l'égalité économique et sociale. A bas tous les murs !

Pour en savoir plus sur cette lutte, pour soutenir moralement et financièrement les Anarchistes contre le Mur, surfez sur <http://awalls.org>

## Guerre de classes au Moyen-Orient

La cité Etat du Golfe, Dubaï, est d'après des estimations récentes la ville à l'accroissement le plus rapide de la planète et le site de construction le plus grand après Shanghai. Le Cheik multimilliardaire Mohammad bin Rashid al-Maktoum souhaite faire de Dubaï une île de rêve satisfaisant tous les goûts - une espèce de super-Las Vegas, avec ses hôtels sous-marins, ses chaînes de parcs de loisir à thème et Burj Dubaï, le futur bâtiment le plus haut du monde.

Le Moyen Orient croule sous l'argent pour le moment : après le 11 septembre, les investisseurs moyen-orientaux ont abandonné l'Occident et ramené leurs dollars à la maison. Les Saoudiens ont déjà rapatrié un tiers du trillion de dollars investis à l'étranger, 7 milliards étant déjà réinvestis à Dubaï, et les revenus pétroliers des Emirats Arabes Unis sont dispersés dans la région en quête de profits.

Dubaï est, d'un certain point de vue, un mirage moyen-oriental dont le but était de devenir une sorte d'îles caïmans arabes. Il a aussi cependant de nombreux points communs avec ses voisins, notamment dans son attitude vis-à-vis des droits du travail et de la sur-exploitation de la main d'œuvre immigrée. Les syndicats et les grèves sont illégales, tandis que la majorité des travailleurs sont des employés originaires de l'Asie du sud-est. En 2003, l'ONG « Human Rights Watch » a accusé les Emirats de « construire leur prospérité sur le travail forcé. » Les travailleurs asiatiques se voient confisquer leur passeport et leur visa par les agents recruteurs et sont entassés dans des pièces insalubres dans des camps de travail à l'orée des villes. Ce schéma d'exploitation est reproduit à travers la région toute entière.

Il y a un boom économique en Arabie Saoudite qui attire les investissements étrangers. Le fait que les syndicats et les grèves soient interdits augmente sans aucun doute l'attrait exercé sur les investisseurs. Les travailleurs immigrés constituent près de deux-tiers de la force de travail et occupent plus de 90% des emplois dans le secteur privé. Les immigrants doivent bénéficier d'un sponsor - leur employeur - pour être autorisés à travailler en Arabie Saoudite, et doivent lui remettre leur passeport, sans possibilité de changer d'emploi. En Egypte, la situation est similaire.

La plupart des travailleurs en Egypte ont, en théorie, le droit de créer un syndicat ou de s'y affilier, pour peu qu'au moins 50 employés d'une même entreprise revendiquent le droit de

s'organiser. Mais tous les syndicats doivent rejoindre la Fédération des Syndicats Egyptiens (FSE), la seule centrale syndicale reconnue légalement. Dans les faits, la FSE est dans le monde du travail le bras Parti National Démocratique au pouvoir - d'où il ressort que les syndicats indépendants n'ont pas la possibilité de s'organiser légalement en Egypte. Une grève doit, pour être légale, être approuvée par la FSE. Les grèves sont interdites dans les établissements « stratégiques ou vitaux, dans lesquels toute interruption de travail perturberait la sécurité nationale ou les services de bases fournis par eux au public ». C'est au premier ministre qu'il revient de désigner quels sont ces établissements, par voie de décret. L'état égyptien n'est pas non plus le dernier à utiliser toute les forces disponibles pour réprimer l'organisation indépendante du travail. En mars 2004, un millier d'hommes de troupes ont été mobilisés pour interdire une manifestation d'ingénieurs contre les restrictions portées à l'établissement d'organisations syndicales. En octobre 2004, la police posait le siège devant les mines de phosphate d'Abou Tartour pour remettre les mineurs grévistes au travail.

On se tromperait en pensant que des répressions de cet ordre sont l'apanage des états moyen-orientaux clients de l'impérialisme occidental. La « République Islamique » iranienne, produit d'une révolution locale en 1979, n'a pas perdu de temps pour écraser les organisations indépendantes du travail ou les organisations spontanées de voisinage.

Le mouvement syndicaliste indépendant fut réprimé par le Shah depuis le coup d'état de 1953. Durant les années de la révolution, l'Iran bruissait de conseils de travailleurs, de groupes de coordination de voisinage, et de campagne de squat organisée, les travailleurs du secteur pétrolier toujours à l'avant-garde de ces mouvements. Les leaders islamiques ont cherché par la suite à présenter la décapitation de la révolution comme faisant partie de « l'ingikab-I-mustaz'afin » - la révolution des déshérités. En réalité, l'état islamique a réprimé l'organisation indépendante de la classe ouvrière et s'est servi du prétexte de la « défense de la Révolution » pour détourner la colère provoquée par ses trahisons des pauvres.

Ainsi, l'Irak et « l'Occident Satanique » ont été agités comme des menaces extérieures portées contre la « Révolution » afin de faire taire les dissensions internes. Malgré une répression constante, le Comité pour des Organisations Libres du Travail continue de se battre pour une auto-organisation de la classe ouvrière en Iran contre les laquais de l'Etat que sont les Conseils Islamiques du Travail. Les violences contre les syndicats indépendants sont monnaie courante en Iran - les récentes agressions et les emprisonnements des chauffeurs de bus de Téhéran n'étant que les plus récentes.

La richesse de la bourgeoisie moyen-orientale se fonde à la fois sur les ressources de la région - principalement le pétrole - et sur la sur-exploitation du travail tant autochtone qu'immigré. La région n'est qu'un immense atelier de travail forcé, où les droits du travail les plus fondamentaux sont réduits en poussière.

Il vaut la peine de relever que les prétendus « héros de la démocratie » - les envahisseurs américains et britanniques de l'Irak - ont oublié d'inclure le droit d'organisation sur le lieu de travail dans leur « package » démocratique.

La politique pétrolière menée en Irak transférera le contrôle de l'exploitation du pétrole à des compagnies étrangères par le biais d'accord de partage de la production. Le développement d'au moins 64% des champs pétrolifères irakiens sera confié à des multinationales du pétrole pour le plus grand bénéfice du Capital international et de la sécurité énergétique des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne.

Pendant ce temps, le peuple irakien est laissé sans source sûre d'eau potable ou sans électricité, sans services sanitaires et est confronté à des infrastructures de transport en pleine déliquescence. Pour les travailleurs irakiens, la législation du travail de l'état baasiste a été remplacée par la dérégulation la plus complète, ceux bénéficiant encore d'un emploi ne touchant pas leurs gages pendant des semaines et des semaines. Les entrepreneurs au travail en Irak, comme Halliburton, ont importé des dizaines de milliers de travailleurs immigrés en provenance de pays pauvres, tels le Népal, les Philippines ou le Bangladesh, pour exécuter les jobs les plus ingrats. Les militaires US exigent que les entrepreneurs engagés de la main d'œuvre immigrée pour travailler sur leurs bases afin d'éviter tout risque d'infiltration par des insurgés.

Toute rhétorique mise à part, la situation de la classe ouvrière irakienne montre les intérêts de classe partagés par les élites chiïtes, sunnites et kurdes et les envahisseurs américains et britanniques. Et ceci se reflète dans l'ensemble dans la région. Qu'ils soient pro-occidentaux ou islamiques, les états du Moyen Orient reposent sur la répression de l'auto-organisation de la classe ouvrière et l'exploitation du travail dans les intérêts du Capital tant national qu'étranger.

Les débuts de la reconnaissance de ce fait ouvrent la porte à l'organisation d'une résistance de classe à la fois contre l'impérialisme et le capital national. A Gaza, des comités indépendants de travailleurs se sont constitués pour faire contre-poids à l'Autorité Palestinienne (AP) et exiger l'exemption des droits d'inscription scolaire pour les enfants des

travailleurs et des chômeurs, la mise sur pied d'un fonds de solidarité sociale pour le paiement systématique des allocations de chômage, l'annulation des dettes contractées par les pauvres, une assurance santé gratuite pour les travailleurs et les chômeurs, la régulation de la distribution d'emplois temporaires par l'AP et enfin la tenue d'élections libres au sein de l'Union Générale des Travailleurs Palestiniens.

Les Comités Indépendants de Travailleurs ont appris, au contact de l'establishment de l'AP et de son usage des forces de police dans la répression de manifestations de chômeurs, que ce sont ceux qui ont sacrifié le plus durant l'Intifada qui ont gagné le moins de l'AP. Le combat pour une auto-organisation de la classe ouvrière devrait être vu comme essentiel à la dynamique permettant d'expulser les impérialistes américains et britanniques de la région : les classes dominantes nationales ont, en effet, plus à gagner de la présence des forces armées et du capital étrangers que de leur absence. A travers la région, une communauté d'intérêts basée sur l'exploitation et l'oppression de la classe ouvrière s'étend de la République Islamique Iranienne aux play-boys des Emirats en passant par les agents d'Halliburton. James Zogby, de l'Arab American Institute a récemment mis en avant que les 10 millions de travailleurs étrangers dans la région constituaient une véritable « bombe à retardement qui n'attend que d'exploser ».

Toute lutte pour l'auto-organisation de la classe ouvrière dans la région doit s'étendre à un combat pour des droits égaux pour la « sous-classe » que constituent les travailleurs immigrés, un réseau de solidarité et de résistance doit s'étendre entre tous les travailleurs de la région - de l'ouvrier du pétrole en Iran à la bonne sri lankaise à Dubaï. Pour les révolutionnaires en Occident, il est important d'éviter de se laisser embourber dans le débat opposant le sécularisme à un islam militant, comme s'il pouvait exister un pur héritage des Lumières dans lequel les droits individuels et la séparation de l'Eglise et de l'Etat seraient le produit de la pensée bourgeoise plutôt que le gain de la lutte politique.

L'islam politique est le visage que revêt le nationalisme militant après l'effondrement du stalinisme et du nationalisme séculier. La rhétorique des mollahs ne sert qu'à camoufler l'incapacité de l'islam politique à établir la justice sociale dans la République Islamique Iranienne ou à se battre pour elle à l'extérieur. Notre rôle doit être d'offrir notre solidarité militante avec ceux qui, dans la région, cherchent à combiner par le biais de l'auto-organisation de la classe ouvrière au Moyen Orient le combat pour la justice sociale avec le combat contre l'impérialisme.

[Trad. par B.B.]

Source : Freedom, publié sur [libcom.org](http://libcom.org)

## Italie - Après les urnes du 10 avril, nouvelle saison de lutte de classe (suite p.1)

La stratégie interclassiste de l'Union

Il était donc nécessaire d'établir une large alliance basée sur la vieille idéologie interclassiste, ce qui a permis à l'esprit démocrate-chrétien de trouver refuge au sein de l'Union :

- pour faire confluer des intérêts de classes divergents dans un projet commun de reconquête du pouvoir politique ;
- pour permettre à des partis tels que le DS (Démocrates de gauche), le PdCI (Communistes italiens) et le PRC (Refondation communiste) de se présenter comme les représentants des intérêts de la classe exploitée. Et ceci, afin d'endiguer la volonté d'autonomie de classe exprimée toujours plus fermement par les travailleurs durant ces cinq dernières années ;
- pour offrir une soupape à la pression exercée par les lobbies affamés et les oligarchies pour accéder aux leviers politiques, économiques, administratifs du pouvoir (conservé jusqu'il y a peu par les prédateurs de la droite) ;
- pour impliquer les classes exploitées de travailleurs italiens et étrangers dans un grand projet d'assainissement, de reconstruction et de prise de responsabilités (lisez « de sacrifices »).

Maintenant que l'Union de Prodi a techniquement remporté les élections, la stratégie interclassiste sera principalement employée :

- pour ouvrir le dialogue avec le centre-droit ;
- pour exalter les institutions de l'État comme patrimoine commun, indépendant des coalitions ;
- pour redistribuer le pouvoir politique entre les vainqueurs ;
- pour réaliser des politiques de soutien de l'économie, au profit de la Confindustria ;
- pour atténuer les blessures sociales provoquées par le néo-libéralisme de Berlusconi ;
- pour interdire d'éventuelles revendications, contestations, oppositions et auto-organisations des classes exploitées qui résisteront au nouveau pouvoir capitaliste.

Quoi qu'il en soit, dans son travail de rédefinition du pouvoir capitaliste et institutionnel, la vraie nature de l'alliance interclassiste victorieuse doit cependant être dévoilée. En effet :

- l'anti-berlusconisme risque de disparaître. Les différences politiques entre les forces de l'opposition sociale sont bien plus profondes et plus solides que les points communs de l'Union ;
- des fractions (politique et économique) du centre-droit seront probablement impliquées dans le gouvernement, introduisant de facto une dimension collaborationniste ;
- les conditions semblent réunies pour que les fractions bourgeoises sorties victorieuses des élections relancent l'Italie sur des bases d'un nouveau pacte social inégalitaire qui exigera des sacrifices (la fin du contrat d'emploi national, la main libre pour les employeurs...) ;
- les partis victorieux de l'Union représenteront les classes travailleuses en-dessous des nécessités et des besoins de ces dernières ;
- des accords seront conclus avec les principaux syndicats « amicaux » qui entendent regagner leur rôle de partenaires et rétablir leur pouvoir contre les exemples intolérables d'autonomie ouvrière qui sont apparus au sein de ces syndicats et au sein des syndicats de base.

### Les perspectives pour les mouvements d'opposition

La nécessité de déchirer le voile qui entoure l'alliance interclassiste offrent aux organisations sociales de base, aux mouvements de travailleurs et aux organisations révolutionnaires de nouvelles occasions de repolariser les mouvements d'opposition de classe. La porte est grande ouverte. De quoi s'assurer que la défaite technique de la droite les 9 et 10 avril ne soit pas l'acte politique final de tant de mouvements nés en Italie à partir de 2001.

Les nombreux mouvements de base qui, grâce à leur capacité d'auto-organisation et d'autogestion, ont été les principaux acteurs des luttes anti-capitalistes (les luttes de travailleurs, les combats écologistes et environnementaux notamment contre l'installation d'une ligne pour trains à grande vitesse, les luttes pacifistes et anti-militaristes, les luttes des migrants et celles contre la répression d'Etat, les combats féministes, laïcs et anti-cléricaux), ces mouvements ont maintenant l'opportunité de montrer et réaffirmer leur autonomie et leurs idées.

Il est en effet toujours aussi nécessaire de combattre les tendances autoritaires qui, bien qu'elles aient été battues par les urnes, n'ont pas été éliminées comme danger politique dans la société. Et de combattre

les dégâts causés par les valeurs de la droite combinées à celles du néo-libéralisme (individualisme, compétition, arrogance, corruption, ignorance, injustice, déréglementation de la vie civile, précarité croissante...) Étant donné que le succès des exigences de paix sociale et de collaboration de classe formulées par l'Union, il est d'autant plus important que nous affirmions et pratiquions les valeurs collectives de la liberté dans la solidarité, par la défense et l'usage de l'auto-organisation, par la demande de droits collectifs et individuels des personnes, des travailleurs, des migrants et par la protection de ces droits. Ces mouvements de luttes font maintenant face à un futur dans lequel leur autonomie est menacée. Après avoir pris conscience que les élections ne sont pas et qu'elles n'ont jamais été une occasion décisive de changer en profondeur les structures politiques et économiques, nous devons favoriser la prise de conscience qu'il faudra également lancer une nouvelle opposition sociale contre le gouvernement de l'Union.

### Rôle des communistes libertaires

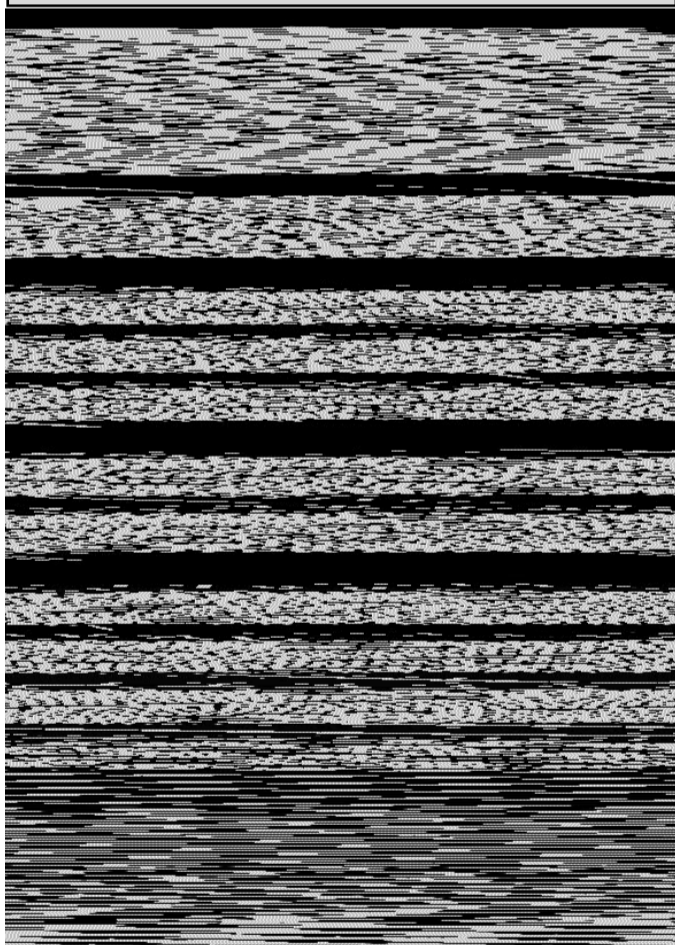
Pour nous, communistes libertaires, pour la gauche révolutionnaire et libertaire, il est donc maintenant essentiel d'agir pour que les contradictions de l'alliance interclassiste deviennent évidentes, et pour contrecarrer la phase de la collaboration de classe qui risque de s'ouvrir. Nous devons favoriser la capacité politique de s'autogérer, de lutter et de se fédérer chez de tous les acteurs sociaux et syndicaux pour un changement radical de la société vers l'autogestion et l'égalité.

[Fédération des Communistes libertaires], avril 2006

Notes :

L'Union est une coalition des partis suivants : Democratici di Sinistra (DS), Democrazia e Libertà - La Margherita, Partito della Rifondazione Comunista (PRC), Federazione dei Verdi, Partito dei Comunisti Italiani (PdCI), Socialisti Democratici Italiani, Popolari Unione Democratici per l'Europa, Movimento dei Repubblicani Europei, Italia dei Valori. La Confindustria est la fédération des industriels italiens.

VATICAN BIS - Benoît XVI renouvelle sa croisade anti-laïque en visant l'Europe lors d'une audience privée au Vatican devant un conclave du Parti Populaire Européen (PPE), c'est à dire la droite bien réac'. Le pape s'est alarmé de l'état d'une Europe gagnée par la laïcité. S'exprimer devant le PPE n'est pas anodin, parti majoritaire au parlement européen, le PPE est une oreille bienveillante acquise au prosélytisme papal... Un an après une nomination très bien accueillie par l'extrême droite.



## Chili - Action directe pour des logements

*Lucha y Vivienda* rassemble 200 familles qui affrontent le problème de l'accès à l'habitat dont souffrent les habitants des zones urbaines. Ses méthodes sont l'action directe : l'occupation d'habitats et de terrains pour y construire des maisons.

Dans la seule localité de Penalolén, à Santiago du Chili (200 000 habitants), la Chambre Chilienne de la Construction a recensé 18 000 familles qui sont soit locataires, soit « allegados » (pas de domicile propre, logeant dans la maison de proches et empilés les uns sur les autres).

Selon *Lucha y Vivienda*, les responsables de cette crise des logements sont identifiables. D'abord les entreprises immobilières qui préfèrent construire des logements pour les riches, hors de prix. Ensuite les propriétaires de grands terrains qui spéculent sur les prix. Enfin, l'État Chilien qui empêche les plus

pauvres d'accéder à des habitats dignes, et qui favorise toujours les entreprises. La loi chilienne sur l'habitat, tant vantée, oblige les familles pauvres à aller vivre loin des centres, dans les cités « populaires » et dans des petites habitations.

Face à ce constat, *Lucha y Vivienda* revendique la construction d'habitats populaires de 60 mètres carrés minimum, avec 100 mètres carrés de terrain ; des paiements mensuels ne dépassant pas 10% du salaire minimum d'un ouvrier ; une aide au logement spéciale pour les terrains les plus chers ; la participation réelle des secteurs populaires dans la réforme urbaine et enfin l'arrêt des expulsions des « sans domicile » de leur commune.

Les méthodes d'action directe de *Lucha y Vivienda* (occupations de terrain et construction) font l'objet d'une campagne de dénon-

ciation de la part des médias, qui cherchent à empêcher son fonctionnement, à rendre illégale son action et à emprisonner ses militants. L'État chilien suit de près les activités de *Lucha y Vivienda*, si bien que le 26 février, il a réussi à empêcher un occupation en envoyant la police.

Les organisateurs de *Lucha y Vivienda* risquent des peines de 30 ans de prison. Malgré cela, et portés par la nécessité de leurs revendications, le mouvement ne reculera ni devant les menaces ni devant les décrets, mais seulement avec la satisfaction de leurs revendications.

L'organisation lance un appel à soutien international à toute association ou mouvement populaire concerné par le logement.

Pour plus d'information (en espagnol) : [aluchar.ouvaton.org](http://aluchar.ouvaton.org) ou [hommodolars.cl](http://hommodolars.cl)

## Dans la poche gauche

Alan Moore et David Lloyd, *V pour Vendetta*, éd. Delcourt réédition 2006, 272 p., 37,35 euros.

Un homme masqué, qui signe ses actes de la lettre V, mène une lutte contre un système qui l'a enfermé et torturé dans un camp de concentration, tout comme l'ont été des milliers d'autres personnes noires, homosexuelles... jugées dangereuses par le pouvoir. Un pouvoir qui détruit les hommes et interdit la culture. Comment accepter aujourd'hui l'autorité et ses dérives après les horreurs du nazisme, s'interroge en somme Moore. Dans son combat pour la liberté de pensée et d'action, V est aux côtés des opprimés. Si V s'attaque aux symboles de la dictature et s'il tente de réveiller ses concitoyens, il n'en impose pas pour autant une autre organisation sociale. L'on retrouve ici un principe libertaire : le refus des avant-gardes éclairées. Le film éponyme « V for Vendetta » passe malheureusement sous silence une part importante du propos anarchiste de Alan Moore ainsi que de nombreuses scènes, ce qui modifie considérablement l'intrigue.

F. Nury, X. Dorison, J.-Y. Delitte, *Une aventure des Brigades du Tigre. Ni dieu, Ni Maître*, éd. Glénat, 64 p., 12,50 euros.

Cette bande dessinée ne fait pas dans le détail. S'il y a de multiples raisons de s'opposer aux pratiques violentes de la bande à Bonnot, on ne peut que regretter le manque d'explications sur ses motivations, sur le contexte social de l'époque... Vu le thème choisi, on peut craindre aussi que le public assimile une fois pour toutes les anarchistes à des bandits de grands chemins et autres terroristes. Le risque d'amalgames est d'autant plus grand que cette BD vient appuyer la sortie en salles d'un film éponyme, prévue pour le 12 avril. Espérons que le public ira plus loin que les images... et les stéréotypes. Espérons aussi que des films, des bandes dessinées, etc. soient un jour réalisés sur des épisodes positifs de l'anarchisme tels que la révolution espagnole ou tout simplement sur les réalisations actuelles des libertaires bien que ça, évidemment, ce soit beaucoup moins facilement commercialisable...

Peter Schwartz et Doug Randall, *Appart secret du pentagone sur le changement climatique*, Ed. Allia 2006, 68 p., 6 euros.

Il sont déjà au courant. Il semble donc que les questions à poser sont : Quand cela va-t-il se produire ? Quels en seront les impacts ? Et comment pouvons-nous nous y préparer du mieux possible ? Plutôt que : Cela va-t-il réellement arriver ?

Elisée Reclus, *L'évolution, la révolution et l'idéal anarchique*, réédition Labor 2006, 153 p., 14 euros.

« Les hommes timorés, que tout changement emplit d'effroi, affectent de donner aux termes d'évolution et de révolution un sens absolument opposé. L'évolution, synonyme de développement graduel, continu, dans les idées et dans les mœurs, est présentée comme si elle était le contraire de cette chose effrayante, la Révolution, qui implique des changements plus ou moins brusques dans les faits. C'est avec un enthousiasme apparent, ou même sincère, qu'ils discourent de l'évolution, des progrès lents qui s'accomplissent dans les cellules cérébrales, dans le secret des intelligences et des cœurs ; mais qu'on ne leur parle pas de l'abominable révolution, qui s'échappe soudain des esprits pour éclater dans les rues. » E. Reclus.

Ces ouvrages sont notamment disponibles à la LIBRAIRIE ADEN, 44 rue Antoine Bréart à 1060 Bruxelles.

Operation Eat Shit (Lille)

Et voilà une bonne dose de hardcore passionné et engagé. Hardcore, punk, ou hardcore-punk, avec eux ces mots sont synonymes d'une même culture. Une revendication de non-conformisme, le tout pour l'amour de la musique, c'est ce qui transparait dès qu'on les écoute, mais aussi lorsqu'on les cotoie. Rythme soutenu et riffs guitare nous entraînent directement à ne pas rester en place. La présence féminine sur scène (au chant et à la basse) apporte encore plus de puissance aux mots et à la musique. Ils seront de retour à Bruxelles le 18 mai au Garcia Lorca (voir agenda). A ne pas manquer pour tous les amateurs de bonne musique radicale... [Quentin, du groupe *Cervela*] <http://perso.wanadoo.fr/electrikbox/operationeatshit>

Tristan Edern Vaquette, *J'veux être Grand et Beau*, DVD, 15 euros.

Docteur ès Sciences, Vicomte de Gribbeauval, Prince du Bon Goût, l'Indispensable (et aussi Mister Trash, le pape du hardy-listening ou encore monsieur Hard-core, appelez-le comme vous voulez), c'est, en dix mots, le « premier de la classe qui se fait virer de partout ». Musicien-auteur-performer, il peut ainsi être tour à tour rigolo-subversivo-provo-punk (potache, crieront ses détracteurs nombreux), ou trash-intello (chiant, lui reprocheront les mêmes). Le DVD de son spectacle vient de sortir.

« J'ajoute qu'il est beau ce DVD. Qu'il a des bonus, que le spectacle, présent en intégralité bien sûr, est chapitré, qu'il possède un magnifique boîtier rouge et un graphisme digne des productions mirifiques habituelles du Prince du Bon Goût, quant aux menus, je ne te dis rien mais te promets une surprise : tu fais confiance à l'Indispensable, j'imagine, ou du moins je l'espère, pour t'ébaudir, t'enchanter, t'émerveiller, n'est-ce pas ? Et bien, je te jure que tu ne seras pas déçu(e). » T.E. Vaquette.

Tous les détails sur [www.vaquette.org](http://www.vaquette.org). On vous aura prévenu.

## Saint-Boniface - Victoire pour les sans-papiers ?!

La lutte des sans-papiers qui occupent l'église Saint-Boniface (à Ixelles) a manifestement payé. Jeudi 16 mars, la nouvelle est tombée : la régularisation est promise. La grève de la faim est donc arrêtée.

Le 4 mars dernier, 62 occupants de l'église rejoignaient les 8 Iraniens en grève de la faim depuis le 21 février. Après plus de 3 semaines sans manger, les premiers à avoir entamé la grève ont commencé à avoir de sérieux problèmes de santé entraînant différentes hospitalisations. Entretemps, Pol Van Camp, un Belge, avait également entamé une grève de la faim, par solidarité avec les occupants.

Il faut cependant observer cette victoire avec prudence. Elle intervient dans le cadre de l'affaire Erdal. Comment le ministre de l'Intérieur Patrick Dewael peut-il en effet justifier que des personnes - dont le seul tort est d'avoir cherché ici une vie meilleure - soient placées en centre fermé quand parallèlement la militante turque, jugée pour terrorisme, est laissée en liberté ? Dewael a donc cédé sur ce point, parce que l'actualité l'a momentanément affaibli. Il est permis de douter qu'il ait fondamentalement revu sa politique d'immigration.

La création d'une commission de régularisation (voulue par le PS, Ecolo et le CDH), permet au ministre de l'Intérieur de faire coup double. D'une part, il laisse aux magistrats et à des membres d'ONG le soin de se démerder avec les dossiers difficiles. D'autre part, il peut durcir ses discours sur l'asile et l'immigration. Du pain béni à quelques mois des élections.

Le piège risque donc de se refermer sur les ONG : si elles acceptent d'assumer l'analyse des dossiers, elles feront le jeu de l'Europe forteresse et se discréditeront auprès des migrants précarisés et des défenseurs des droits de l'Homme. Elles doivent donc refuser de collaborer avec l'Etat, d'en être un rouage.

« Les ressources prévues pour les pays pauvres restent en Belgique »

Par ailleurs, le gouvernement belge a organisé ces 15 et 16 mars une Conférence sur la migration et le développement. Etablir un lien entre ces deux thèmes sous-entend que le développement des pays d'immigration doit limiter les flux migratoires.

Un altruisme pour le moins... égoïste. « La Belgique comptabilise désormais les frais d'accueil des demandeurs d'asile pour leur

première année comme faisant partie de l'aide aux pays en développement (65 millions d'euros en 2003, 35 en 2004). Les ressources prévues pour les pays pauvres restent donc en Belgique », épingle Martine Vandemeulebroucke dans *Le Soir* du 15 mars.

Et puisque le gouvernement belge ne craint pas le cynisme, « on comptabilise aussi dans le budget Coopération la formation des agents de douane et des policiers limitrophes de l'UE ainsi que le financement des retours dits volontaires. Facile dans ces conditions d'atteindre les 0,7% du PIB dévolus à la coopération. »

Le combat pour une Europe sans frontières est loin d'être achevé. « Tous les hommes sont frères », a dit Beethoven, « mais certains sont plus frères que d'autres », aurait pu compléter Orwell.

La lutte continue ! Régularisation de tous les sans-papiers ou suppression de tous les papiers !

Sources : Assemblée des voisins, Cemab.be, *Le Soir*

## Fin des occupations d'églises ?

Jeudi 6 avril, le porte-parole de la Conférence épiscopale de Belgique a déclaré : « Nous ne sommes pas favorables à la généralisation des occupations d'églises. » Et d'argumenter : « Elles ne sont tout simplement pas adaptées au niveau de l'hygiène. » C'est un fait avéré. Mais, pour les occupants, l'église est avant tout un symbole fort.

Cette déclaration tombe au plus mal. Elle intervient alors que des églises sont en cours d'occupation à Etterbeek (Bruxelles), Mons et Charleroi. Ce qui revient à retirer un soutien ferme aux mouvements actuels. La veille de cette prise de position, une centaine de sans-papiers avaient d'ailleurs dû quitter l'église du parvis de Saint-Gilles (Bruxelles) qu'ils entendaient occuper.

Ces propos sont d'autant plus dommageables qu'on ne peut pas dire qu'en Belgique les fidèles se pressent encore en nombre pour recevoir l'eucharistie. Puisque les occupations d'églises ne gênent pas tellement les ouailles... gêneraient-elles le clergé ?

La question reste en suspens avec cette autre phrase du porte-parole de la Conférence épiscopale : « Les églises ne sont pas l'antichambre vers la régularisation. » La Conférence estime-t-elle que la situation des sans-papiers doit trouver une issue ailleurs que dans la précarité d'une occupation ou a-t-elle peur de prendre politiquement (et médiatiquement) position, histoire de ne pas froisser certains fidèles peu ouverts ?



Le porte-parole a affirmé que la Conférence épiscopale « affiche » toute sa sympathie envers ces situations humainement difficiles et qu'elle attire l'attention des pouvoirs publics « sur la nécessité de trouver une solution. » Mais il a aussi ajouté que « face à cette généralisation nous estimons que la salle paroissiale est de toute manière plus adaptée pour accueillir ces occupations. » Le confort et l'hygiène y seront garantis, c'est exact. L'ennui, c'est qu'une salle paroissiale, question symbole, ce n'est pas aussi fort. Et que, surtout, c'est beaucoup moins... médiatique.

Alors se dirige-t-on vers la fin des occupations d'église ? La réponse avec la prochaine tentative.

[Hertje]

Source : *La Libre Belgique*, 6 avril 2006.

## Saint-Gilles : les manifestations de sans-papiers bâillonnées

Afin de dénoncer les dérives sécuritaires et l'arrêté de police interdisant tout rassemblement de plus de cinq personnes, ayant trait à la problématique des sans-papiers sur le territoire de la commune de Saint-Gilles, une trentaine de citoyens indignés, étudiants universitaires et saint-gillois pour la plupart, se sont rendus le matin de ce samedi 8 avril sur le parvis de l'église. Cet arrêté a déjà été mis en application ce mercredi 5 avril en expulsant les sans-papiers présents dans l'église et jeudi 6 une présence massive de la police s'est organisée afin de procéder à des arrestations.

Les manifestants ont distribué plus de 500 tracts et affiché l'arrêté sur toute la place où se tenait le marché. La population saint-gilloise s'est montrée scandalisée par ces

mesures liberticides qu'ils estiment incompatibles avec leur réalité multiculturelle quotidienne.

L'action de sensibilisation a été menée en présence de la presse et de la police, une interpellation au collège communal aura lieu et un éventuel recours devant le Conseil d'Etat n'est pas à écarter.

Ces mesures renforcent la criminalisation des mouvements de soutien citoyen aux sans-papiers déjà permis par l'article 77 brandi par le ministre de l'intérieur il y a quelques mois. Il semblerait que le bourgmestre socialiste en fonction ait choisi la même voie au niveau local. Nous déplorons l'incohérence de la politique socialiste qui d'une part propose une loi fédérale favorable

à la régularisation et d'autre part interdit aux mouvements porteurs de ces mêmes revendications de s'exprimer sur la commune. Nous n'irions pas jusqu'à penser que le PS manifeste une certaine schizophrénie politique en matière d'immigration.

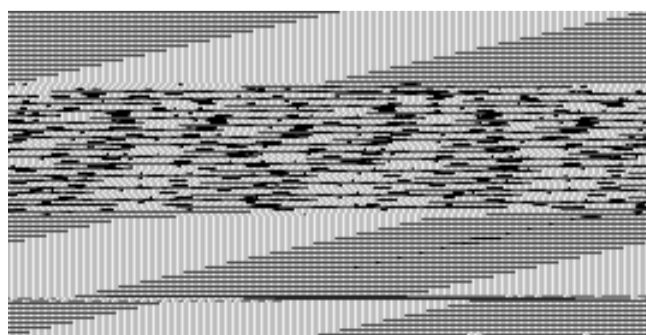
Malgré ces mesures le mouvement des sans-papiers continue de se renforcer dans tout le pays, par les occupations d'Ixelles, d'Etterbeek, de Mons, de Charleroi et bientôt ailleurs encore, ainsi que dans le soutien à l'avant-projet de loi UDEP. Seule une procédure instaurant des critères clairs et permanents en matière de régularisation permettrait de résoudre la crise.

La mobilisation continue

[Martin, CeMab]

- Acheter du sexe n'est pas un sport. C'est une exploitation sexuelle qui porte physiquement et psychologiquement atteinte aux femmes, et qui considère leur corps comme une marchandise pouvant être achetée et vendue.

Pour signer la pétition contre la traite et la prostitution des femmes visitez le site <http://catwepetition.ouvaton.org/>



## Allemagne - WorldCup du sexe

Du 9 juin au 9 juillet 2006, 12 villes allemandes accueilleront la coupe du monde de Football. 36 millions de spectateurs environ - majoritairement des hommes - sont attendus ; et l'on estime à 40 000 le nombre de femmes « importées » d'Europe Centrale et d'Europe de l'Est vers l'Allemagne pour les « servir sexuellement ».

Nous, personnes individuelles et organisations, déclarons que :  
- Traiter le corps des femmes comme une marchandise viole les standards internationaux du sport qui promeuvent l'égalité, le respect mutuel et la non-discrimination.

Le président de la FIFA J.F. Blatt reconnaît « le rôle prépondérant du sport, et notamment du football comme porteur de messages clairs contre les fléaux qui rongent la société du monde entier. » Comment la Coupe du Monde de Football contribuera-t-elle à éradiquer le fléau de la traite et de l'exploitation sexuelle ?

- Les hommes d'honneur n'achètent pas du sexe car ils respectent la dignité et l'intégrité de l'être humain.

## France - Lois liberticides

La réforme CESEDA (Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile), qui doit être examinée par le parlement début mai, conduit à une négation radicale des droits fondamentaux de la personne; elle veut restreindre encore plus le droit au séjour pour les familles, les conjoints, les enfants... Elle entérine la quasi disparition de cet outil "d'intégration" qu'était la carte de résident. Elle s'attaque au séjour des malades étranger(s).

Le projet de loi CESEDA réduit aussi des étranger(e)s à une force de travail. Le recours aux étranger(e)s utiles pour l'économie française avec le blocage de toutes arrivées, s'accompagne d'une véritable traque systématisée par une circulaire du 21 février 2006. Sarkozy et Clément organisent ainsi la recherche des étranger(e)s en situation irrégulière, en se donnant les moyens d'arrêter les sans-papiers dans les lieux publics. Les policiers pourront coffrer ces derniers aussi bien dans les files d'attente des préfectures que dans les blocs opératoires.

Un guide, pour lequel le respect de la loi se limite, aux aspects de formes, énumère les recettes de cette chasse. Il prévient par exemple le magistrat du parquet de prévenir toute erreur de procédure susceptible de laisser échapper la cible. Tout un programme...

Pétition en ligne sur [www.immigrationjetable.org](http://www.immigrationjetable.org)

## Afrique - Le massacre des innocents

Tandis que les morts continuent de tomber aux frontières de l'Europe forteresse, les nouvelles barrières dressées entre l'Espagne et le Maroc inspirent les Etats-Unis pour la barrière qu'ils dressent entre eux et le Mexique. Sans parler des lois criminalisantes. Mais, l'un dans l'autre, le 25 mars et le 10 avril, trois millions de manifestants se sont opposés à la politique du gouvernement américain.

Ces derniers mois, le long de la route entre la Mauritanie et les îles Canaries, entre 1200 et 1700 immigrés, issus en majorité d'Afrique occidentale (Senegal, Mali), sont morts. Ces chiffres ont été fournis fin 2005 par la Garde civile au gouvernement de Madrid et se réfèrent à décembre passé, période durant laquelle la présence des migrants sur les côtes de Mauritanie s'est faite toujours plus urgente et pressante.

Après le massacre accompli par les gardes espagnols à la frontière hispano-marocaine de Ceuta et de Melilla, le gouvernement de Rabat a fermé hermétiquement ses frontières et ainsi provoqué une déviation de milliers de personnes qui fuient la misère et la famine. Celles-ci ont choisi de se replier vers la Mauritanie pour s'embarquer pour l'Espagne. Il semble que les esclavagistes modernes qui réalisent le trafic d'êtres humains et gèrent la traversée vers l'Europe aient réduit sensiblement leurs tarifs (de 1000 à 250 euros) en mettant à la mer les "cayucos", de nouveaux bateaux très rapides mais beaucoup plus dangereux puisqu'ils se renversent quatre fois sur dix pendant la traversée.

Le président espagnol Zapatero a conclu avec la Mauritanie un accord qui comprend l'envoi de bateaux de patrouille espagnols le long des côtes mauritaniennes et des aides pour la construction de camps où interner les migrants expulsés des Canaries. Les premiers camps ont été installés à Nuadibu, ce qui veut dire à la frontière avec le Sahara occidental d'où partent les immigrés. Le camp de concentration conçu par le socialiste Zapatero peut contenir de 150 à 200 personnes expulsés d'Espagne, mais personne n'a évidemment expliqué clairement ce que feront en définitive ces immigrés.

Il faut rappeler que, si un migrant réussit à rester en vie lors du trajet en mer, il risque également de mourir dans les champs de mines en Grèce, caché dans un camion, dans un container de cargo, sous les trains et dans les avions, ou bien de mourir de privations dans le désert libyen tout comme dans les montagnes turques.

Après le massacre de Ceuta et de Melilla du septembre-octobre 2005, la frontière africaine entre l'Espagne et le Maroc a été renforcée. Désormais, des protections tridimensionnelles appuieront les deux barrières de fils barbelés habituelles. La structure que les Américains copient à Tjuana (à la frontière avec le Mexique) est devenue un vrai mur, doté de technologies les plus sophistiquées en ce compris des systèmes d'eau à pression avec des jets de poivre, des feux qui créent la confusion, etc. Et pourtant aux USA, à Los Angeles, un million d'immigrés ont envahi le 25 mars les rues et les places de la cité californienne pour hurler leur opposition au projet de loi des républicains qui conduit à une restriction importante des droits et de la liberté de circuler des immigrés irréguliers. Cette loi criminalise les "illégaux" ainsi que tous les citoyens qui leur viendront en aide. Cette proposition de loi rappelle étrangement la position du ministre de l'Intérieur belge, Patrick Dewael. Et 500 000 personnes manifestaient encore dans les rues de Dallas le 9 avril et deux millions dans 60 villes du pays le 10 avril lors d'une « Journée nationale d'action pour la justice envers les immigrés ».

La froideur de ces données ne suffit certainement pas à rendre justice pour la souffrance que des milliers de femmes et d'hommes subissent chaque jour. Partout, les Etats occidentaux tuent chaque jour des personnes dans un silence assourdissant.

La responsabilité des gouvernements qui se tament chaque jour de crimes plus odieux par l'application de règles et de méthodologies conduisant à la répression des migrants trouve son origine dans la conception politique d'un monde riche qui s'enferme pour protéger ses privilèges nourris par le sang, la sueur et la peau des exploités de toutes les latitudes. Cette dynamique est concertée lucidement par les appareils de pouvoir et les élites économiques, partout.

Source : Umanità Nova, du 2 avril - *La Libre Belgique*, le 12 avril.

## Suisse - Le coeur de la Boillat (se) bat encore

La lutte de la Boillat à Reconvilier est multiple et complexe. Malgré la suspension de la grève, la détermination des ouvriers/ères reste intacte, malgré les 112 licenciements prononcés hors de toute logique industrielle (le carnet de commandes est plein) et l'absence des cadres précédemment licenciés, sans lesquels la production ne peut pas vraiment être relancée. C'est une résistance de longue durée, légitime et efficace, qui se manifeste.

Il y a beaucoup de camarades, dans le collectif de l'usine comme dans le mouvement de soutien, pour dire qu'il faudrait franchir une étape nouvelle. Occuper l'usine, relancer la production en autogestion, vendre et se payer. C'est à dire mener jusqu'au plus haut point de sa logique la grève, contester le droit de propriété, attaquer à la racine même la relation d'exploitation.

### Enjeu de classe

De cette expropriation des exploités, de cette grève gestionnaire, il en est beaucoup question, mais à voix basse, car on sent bien que poser ouvertement un tel défi peut bouleverser le fragile rapport de forces. Les licenciements, dernière provocation en date de Martin Hellweg, le directeur, et de ses sbires, viennent souligner encore l'importance pour la bourgeoisie de ce pays de briser l'antagonisme des prolétaires de la Boillat.

La direction de Swissmetal ne défend pas simplement une opération financière qui passe par le démantèlement et la redimensionnement de l'outil productif. Elle veille, certes, à l'intérêt des actionnaires qui savent qu'une opération financièrement juteuse et rapide passe par la liquidation de Reconvilier. Mais, ce n'est pas tout, ce n'est pas au fond l'essentiel pour les capitalistes. Au moment même où le collectif ouvrier de Reconvilier a ouvert la lutte, il a posé une exigence de contre-pouvoir, une revendication d'autonomie et d'auto-détermination qui est insupportable au capital. C'est cela que Hellweg, entend briser. La direction de Swissmetal veut faire la démonstration qu'il n'y a pas d'autre voie que la soumission et le silence. Elle veut signifier aux salariéEs de ce pays que toute résistance entraîne le

désastre et le malheur pour celles et ceux qui se dressent contre le commandement capitaliste. En ce sens, chaque jour de gagné pour la résistance, chaque petit coin enfoncé dans le dispositif ennemi, chaque alliance nouée et maintenue constitue une victoire.

### Force et faiblesse des alliances

Le mouvement des travailleurs/euses de Reconvilier a bien compris la nécessité d'éviter l'isolement et de passer des alliances, aussi fragiles ou limitées qu'elles soient. Il l'a fait sur trois fronts. Il y a d'abord l'alliance avec une bourgeoisie régionale qui a bien compris que le projet de domination du capital financier, porté par Hellweg, était pour elle une menace majeure.

Ensuite, les travailleurs/euses de Reconvilier ont bénéficié de la situation ambiguë et contradictoire de l'encadrement. Là aussi, la résistance ouvrière a offert une issue à un groupe social menacé dans son existence même. Le fait que les cadres, agents ordinaires de l'organisation capitaliste du travail, se retournent contre la gestion Hellweg, mettant en cause du même coup leur statut et leur rôle traditionnels, a une portée subversive que la direction de Swissmetal a parfaitement saisi. C'est pourquoi elle frappe, réprime, licencie. Il lui faut à tout prix briser cette alliance sociale novatrice entre producteurs/trices et encadrement.

Enfin, les travailleurs/euses de Reconvilier ont établi une alliance complexe et difficile avec l'appareil syndical. Sur le fond, l'affaire est claire. La bureaucratie du syndicat UNIA est prisonnière d'un dilemme. D'un côté, elle ne peut laisser liquider et piétiner sa capacité de négociation, son rôle d'intermédiaire entre capital et prolétariat. De l'autre, elle est irrédiciblement hostile aux luttes qui permettraient seules de renforcer le camp du salariat face à la stratégie capitaliste de précarisation. La bureaucratie syndicale veut au mieux maintenir le statu quo car elle juge que toute généralisation de la conflictualité la met en crise, la déséquilibre, la menace davantage que les défaites successives face au patronat. Cette contradiction majeure explique pourquoi l'appareil syndical d'UNIA a « chevauché la grève »

Mais, malgré ces obstacles, il y a un élément nouveau dans cette grève : c'est la résurgence de la question du temps de travail liée à la solidarité avec les jeunes et avec les chômeurs-euses. L'idée que travailler plus longtemps, c'est opter pour encore plus de chômeurs-euses et moins de perspectives d'emploi pour les jeunes est la logique qui se développe dans les débats. Encourageant !

La gauche syndicale est assez présente via l'appareil de Ver.di dans la région de Stuttgart. Le dirigeant de la grève à Stuttgart est un des porte-parole de la gauche syndicale. Il est également le représentant du « Linkspartei » de la région (Le Parti de la gauche qui rassemble les communistes du PDS et des milliers d'ancien(ne)s adhérent-e-s du Parti social-démocrate qui gouverne l'Allemagne avec les chrétiens-démocrates d'Angela Merkel). Les grévistes n'entendaient pas arrêter la grève avant le référendum sur le résultat des négociations, une option voulue par la majorité de la base et qui fait peur à la direction syndicale. Pour vraiment obtenir un bon résultat, il faut des mobilisations encore plus fortes et plus effectives. Car l'État, les collectivités locales et les patrons ne veulent pas reculer.

Réflexion d'un gréviste à la radio ou petit cours de math : « *Dans la semaine il nous faut 3 850 heures de travail. 100 travailleurs a 38,5 heures. Nouvelle situation voulue par l'État : 100 travailleurs et 42 heures chacun, il nous faut seulement 91 travailleurs - 9 travailleurs de moins - et c'est exactement le contraire que nous voulons : moins d'heures de travail pour chacun(e) pour travailler tou(te)s et autrement sans le grand stress.* »

Le mouvement de contestation prendra toute sa force lorsque les mouvements des services et de la métallurgie s'unifieront dans des actions communes de défense des acquis et d'amélioration du niveau de vie des salariés. L'Europe est actuellement parcourue de mouvements sociaux. De la Belgique à la France, de l'Angleterre à l'Allemagne. L'Internationale est à construire.

d'Edimbourg à Liverpool et à Londres. Et bien souvent devant des symboles du pouvoir : bureaux municipaux, postes de polices, hôtels de ville...

Douze syndicats, dont l'Unison, le GMB et le TGWU, sont impliqués dans le conflit. La proposition qui a déclenché le conflit est venue du bureau du Premier ministre : "le retrait du mécanisme de retraite anticipée connu sous le nom de la Règle de 85 à partir d'octobre 2006 et l'introduction de quelques nouveaux amendements permis en vertu d'une nouvelle loi qui entre en vigueur en avril 2006". La Règle 85 permet aux employés municipaux de prendre leur retraite à 60 ans, si le total de leur âge et de leurs années de service atteint 85 ans.

L'année dernière, les fonctionnaires, le personnel des soins de santé, des fonctionnaires et des enseignants avaient déjà fait face à des attaques semblables contre leurs pensions. Un accord avait été négocié en octobre 2005 par certaines directions syndicales qui, tout en protégeant les fonds de pensions des travailleurs actuels et en permettant à ceux-ci de partir à 60 ans, a malheureusement aussi permis aux patrons d'embaucher de nouveaux travailleurs à des conditions plus mauvaises, les nouveaux salariés devant désormais bosser jusqu'à 65 ans.

Cette journée aura en tout cas démontré à beaucoup de personnes qu'il est possible d'améliorer la situation des gens par une action directe de masse. Et cette journée ne devrait être que la première d'une longue suite d'actions. Plusieurs syndicats, dont Unison, menacent d'appeler à la grève le 4 mai, lors des élections municipales. Une belle réplique : sanctionner par les urnes tous les candidats des partis qui soutiennent l'attaque contre les retraites. Et si l'étape suivantes c'était de ne plus choisir ses maîtres, abolir le pouvoir ?

en un premier temps, puis a tenté de briser la résistance. Non pas simplement parce que la grève lui coûtait cher financièrement, mais parce que l'action directe lui coûtait cher politiquement.

### Médiation contre action directe

C'est dans ce cadre qu'il faut expliquer la médiation en cours. L'Etat bourgeois ne peut ouvertement abdiquer son rôle de défenseur de l'intérêt général et de la concorde sociale. Deiss nomme un médiateur pour gérer le démontage de la lutte. Mais cette médiation est accompagnée par la menace des juges, de l'intervention policière, de la répression ouverte. La poursuite de la grève de Reconvilier, le développement du mouvement jusqu'à l'attaque contre la propriété (occupation, confiscation des stocks, interdiction des déplacements de matériel et de pièces), plus fondamentalement encore le passage à une grève gestionnaire, auraient précipité la répression étatique.

Les ouvriers/ères de Reconvilier sont en position difficile. Ils sont prisonniers d'une situation générale très défavorable. Ils paient le prix d'un syndicalisme dominant fait de conciliation, de paix sociale et de soumission. Le syndicalisme de paix du travail intègre et accepte la concurrence acharnée entre travailleurs/euses, entre sites, entre prolétariats régionaux et nationaux. Le site de Dornach incarne l'hégémonie de cette position.

Les travailleurs/euses de Reconvilier paient aussi la fragilité des alliances sociales qu'ils ont dû passer. Alliances incontournables sans doute, mais au prix élevé. La bourgeoisie régionale et ses élites politiques, sans parler de certains cadres, ne seconderont pas une radicalisation du mouvement.

### Le risque et la raison

A l'inverse, la voie « raisonnable », celle de la médiation et du rachat de Reconvilier, n'a aucune chance sans un durcissement de la résistance. Car ce n'est que si le prix politique à payer, si la polarisation sociale à consentir sont trop fortes que la bourgeoisie et le pouvoir politique obligeront Helweg à consentir un compromis, donc, objectivement, un recul plus ou moins important de la direction de Swissmetal.

Il n'y a donc d'autre voie que la résistance et la prise de risques. Pour que les travailleurs et les travailleuses de Reconvilier puissent l'emprunter, il faut un mouvement autonome de solidarité populaire qui leur permette, matériellement et politiquement, de garder ouvert le défi, d'accroître leur marge d'autodétermination. Tout n'est peut-être pas possible, mais seule la lutte dira le possible pour Reconvilier et pour nous touTEs.

[Organisation Socialiste Libertaire]

## Allemagne - Le public en danger

Retour sur la grève dans les services publics allemands qui a débuté en mars dans toute une série de Länder. Et a touché les cliniques.

Pour comprendre une telle grève, il faut donner quelques précisions sur son origine. Depuis des mois, il y a un mouvement assez fort, souvent impulsé par la base, dans les secteurs de la santé, et tout spécialement dans les hôpitaux. Cette dynamique a été portée au début par les médecins hospitaliers. Ils/elles sont très mécontents de leurs conditions de travail, de la dégradation de leur statut dans les hôpitaux publics et également des conséquences pour les malades. Parmi les médecins, il y a un syndicat assez fort qui a gagné de l'influence dans les derniers mois vis-à-vis de Ver.di.

Autour de ce secteur de santé s'est structuré un mouvement de grève qui a gagné également une forte solidarité dans la population. Un des responsables de la grève à Stuttgart est un chirurgien de l'hôpital public, un militant reconnu de la gauche syndicale très critique envers la direction nationale du syndicat Ver.di. À l'origine de ce conflit : la volonté de l'État et des communes de prolonger le temps de travail dans le service public de 38,5 heures à 42 heures par semaine. Le syndicat Ver.di a été poussé par sa base à réagir à cette attaque majeure. Mais les revendications restent assez défensives : on ne veut pas de prolongation du temps de travail mais un compromis est possible pour une semaine de 40 heures.

Le type de grève est très allemand, c'est-à-dire géré d'en haut. La direction centrale de la grève (des membres de la hiérarchie du syndicat) décide chaque jour qui doit faire grève ou entrer en action. Ces travailleurs-euses grévistes reçoivent chaque jour de l'argent de la caisse de grève du syndicat. Cela vaut aussi pour tou-te-s les non-organisé-e-s qui entrent dans le syndicat le jour même de la grève. Ce type de grève impulsée par en haut empêche une dynamique plus offensive et plus autonome, car chaque secteur attend l'appel de la direction de la grève du syndicat pour entrer en action.

## Royaume-Uni - Pensions

Le mardi 28 mars 2006 a vu plus d'un million et demi de fonctionnaires prendre part à la plus grande journée de grève que la Grande-Bretagne ait connue depuis la grève de 1926. Chaque ville, village et cité du pays a vu des travailleurs installer de multiples piquets de grève pour défendre leurs droits à une pension. Ils ont lutté contre une réforme des pensions qui entend repousser l'âge de la retraite de 60 à 65 ans.

Cette attaque contre les droits à la pension fait partie de l'attaque néo-libérale globale sur le bien-être, sur les droits des travailleurs et sur l'environnement qui provoque une vague de résistance globale. Le même jour, juste au-delà la Manche, des millions de travailleurs français étaient également en grève et manifestaient.

Cette démonstration de force massive d'une journée survient après des décennies de défaite pour le mouvement syndical anglais. Le 28 mars, plus d'un million de travailleurs se sont rassemblés et ont eu un aperçu de leur pouvoir potentiel, de leur capacité à changer le monde. 700.000 grévistes étaient des femmes. Cette journée était donc aussi la plus grande grève féminine de l'histoire du Royaume-Uni.

Des milliers d'écoles ont été fermés lors de cette journée d'action, ainsi que des centres de loisirs, des hôtels de ville, des services ramassages d'ordures et beaucoup d'autres services publics du pays. Tout comme les transports publics, y compris les aéroports de Bradford et de Leeds. L'Irlande et l'Ecosse ont également suivi le mouvement.

Après la tenue de piquets de grève le matin, des milliers de grévistes ont alors rejoint des manifestations et des rassemblements dans les centres-villes de Nottingham à Sheffield, de Birmingham à Glasgow,

## CPE - Agir au lieu de fléchir !

Les millions de personnes ne sont pas descendues dans la rue pour la seule abrogation d'un article qui officialisait encore un peu plus la précarité. Elles ont envahi le pavé pour en finir avec des politiciens et une société qui ne voient en nous qu'une ressource de plus dans leurs équations macabres. Soit nous acceptons une sortie de crise qui ne changera en rien nos vies quotidiennes, et nous nous en remettons aux prochaines élections, soit nous disons assez et commençons à construire le « rêve général » !

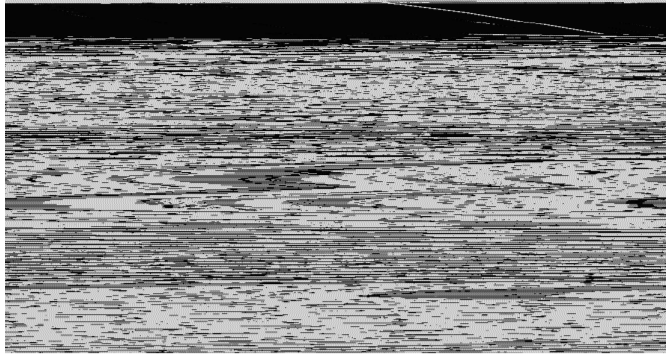
Le 10 avril, le gouvernement a piteusement décidé de « remplacer » le CPE pour tenter de mettre fin au mouvement de colère générale de la jeunesse dont il avait sous-estimé la détermination.

Deux mois de luttes intenses, de manifestations, de blocages, d'occupations ont eu raison de l'arrogance de ce gouvernement dont l'obstination n'avait d'égale que son mépris pour la jeunesse de ce pays. Cependant, si le symbole du CPE a bel et bien été retiré, la majeure partie de la « Loi sur l'égalité des chances » ainsi que le CNE sont conservés. Ainsi la lutte contre la précarité et l'arbitraire continue et l'essentiel est bien évidemment de maintenir la pression, et de pousser l'avantage, d'élargir nos revendications, bien au delà du simple remplacement d'un article de loi par un autre. Nous sommes en effet nombreux à penser que le CPE n'est jamais qu'un point de départ, le déclencheur d'une lutte visant rien de moins que le rejet du projet ultralibéral, la remise en question de l'aliénation capitaliste. Se contenter de la seule abrogation du CPE reviendrait dès lors à se contenter d'une demi-victoire, et donc se contraindre à assumer un demi-échec. Ce serait d'autant plus dommage que, sur de nombreux points, ce mouvement est exemplaire.

Si l'heure n'est pas au bilan, on ne boudera pas notre plaisir en rappelant que les pratiques autogestionnaires, les assemblées souveraines, le rejet des leaders, l'autonomie des individus et des groupes sont, le plus souvent, la règle. De même, le principe de l'action directe a connu ces dernières semaines de belles mises en application. Enfin, à la capacité de certains à s'affronter directement aux forces de police, fût-ce au prix de nombreuses arrestations, correspond la capacité qu'ont d'autres d'inventer de nouvelles manières de lutter, une réactivité par moment surprenante, un recours à l'humour et à la spontanéité, tout aussi essentiels. Pour autant, les regrets sont à peu près aussi nombreux que les raisons de se réjouir. Une fois de plus la grève générale, outil que nous préconisons et dont se réclament à présent nombre d'étudiants et de salariés, a été laissée au placard par des centrales syndicales toujours aussi frileuses.

La jonction tant souhaitée entre le monde du travail et celui de l'université a donc peu de chances de se réaliser. Autre jonction ratée : celle qui aurait pu, qui aurait dû se faire, entre les émeutiers de novembre et les grévistes d'aujourd'hui. Dommage. De ces occasions manquées il nous faudra, l'heure venue, tirer tous les enseignements. Et, pour reprendre une expression popularisée par le psychorigide de Matignon, veiller à le faire « sans tabou ». Pour le moment, l'important est d'amplifier la fronde, de veiller à ce que la colère ne retombe pas. Les anarchistes ne sont ni fiers ni heureux, ni même satisfaits de prendre pleinement leur part à la révolte actuelle. Ils en sont, naturellement. Et continueront d'en être.

[Fédération anarchiste], le 11 avril 2006



## Eclairés un jour, irradiés toujours

Pour le 20e anniversaire de Tchernobyl, le réseau *Sortir du nucléaire* (qui regroupe 718 associations) a organisé un grand rassemblement le 15 et 16 avril à Cherbourg.

Le gouvernement a en effet demandé à EDF de construire un nouveau réacteur nucléaire de type EPR à Flamanville (Manche) pour 2012. L'EPR (European Pressurized Reactor) est un réacteur européen nouvelle génération dont l'objectif est à terme de remplacer le parc électro-nucléaire français, et d'exporter la technologie nucléaire au moment où la crise énergétique s'emballe.

Mais avec son rendement à peine supérieur de 10% à peine par rapport à ses aînés, l'EPR reste émetteur de chaleur (effet de serre) et gros consommateur d'eau. Il génère surtout des déchets radioactifs dangereux pour des milliers d'années. Ajoutons à cela qu'il peut être la cible d'attentats et que ce projet n'a jamais été soumis à une contre expertise technique et financière. Il coûterait 3 milliards d'euros. Imaginons cet argent investi dans les énergies renouvelables... De plus, un sondage récent de la Commission Européenne montrait que seulement 8% des Français souhaitent qu'on investisse de nouveau dans l'industrie nucléaire.

Ce grand rassemblement international dans ce coin difficile d'accès a permis de démontrer une vraie opposition au nucléaire grâce à une très forte mobilisation. Sous une pluie battante, la manifestation a rassemblé 30 000 personnes. Un Village Alternatif, Autogéré et Anti Nucléaire a également été monté lors du week-end. Le VAAAN, composé d'individus et d'organisations politiques, syndicales et associatives fut un espace de construction, d'expérimentation, d'échanges et d'actions, selon des pratiques et des finalités libertaires, inscrit dans la continuité des expériences du VAAAG anti-G8 (Village alternatif, anti-capitaliste et anti-guerres) ou des camps «no-border».

Il est urgent de sortir du centralisme qui éloigne la production énergétique de ses consommateurs et de produire des énergies renouvelables le plus localement possible. Restons fermes, tout comme l'avertissement lancé par Dominique Voynet, Yann Wehring et José Bové: «Pas un seul pylône des lignes à haute tension provenant de l'EPR ne pourra être construit. Nous avons déjà démontré que nous sommes capables d'organiser des «démontages». L'EPR est un déni de démocratie.» Il est temps de participer toutes et tous aux choix énergétiques qui nous concernent, de devenir gestionnaires de nos ressources et des décisions qui nous affectent ! Il est temps de rompre avec la passivité : reprenons nos vies des mains des entreprises et de l'Etat qui nous exploitent. [Monsieur P.] Voir aussi <http://www.stop-epr.org>

## Le Pentagone envisage la création d'une armée de cyber-insectes

Selon la BBC, les scientifiques du Pentagone veulent créer une armée de cyber-insectes contrôlables à distance pour détecter les explosifs et communiquer des renseignements.

Créée durant la guerre froide en 1958, l'Agence de Projets pour une Recherche Militaire Avancée (Darpa), dont le rôle est de maintenir la supériorité de l'armée américaine en matière de technologie, souhaite innover dans le domaine des insectes.

L'idée est d'insérer une puce électronique au stade larvaire (d'une guêpe ou d'une abeille par exemple), pour qu'elle puisse l'intégrer dans son corps et être ainsi manipulable à distance au stade adulte. Les insectes ont la capacité de se renouveler totalement à chaque stade de développement : en plus de guérir toutes les blessures du stade larvaire, les organes peuvent se repositionner autour d'objets étrangers lorsque l'insecte passe de la larve à l'adulte (par exemple lorsque la chenille devient papillon).

Les puces intégrées sont contrôlables à distance et sensibles à certaines substances chimiques explosives et seront capables de transmettre des informations sur la localisation et la détection de gaz, microphones, vidéo, etc. Mais selon certains entomologistes, l'idée est grotesque et reste de la pure science fiction, d'autres pensent que la détection de substances chimiques est tout à fait réalisable mais que le contrôle à distance du comportement des insectes, est encore hors de portée des militaires.

Les militaires n'en sont pas à leur premier coup d'essai. Durant la deuxième guerre mondiale, des chats munis de charges explosives étaient largués sur les bateaux nazis, des bombes incendiaires attachées à des chauves-souris étaient larguées par avion sur des usines. Durant la guerre du Vietnam ou en Irak, des dauphins ont été utilisés pour l'escorte des bateaux et le déminage (ils sont d'ailleurs reconnus pour être d'excellents déserteurs) et des otaries sont actuellement en plein entraînement dans le golfe persique... Le bioterrorisme voit sa famille s'agrandir.

Depuis toujours, les généraux ont eu besoin de trouver plus cons qu'eux pour s'engager dans l'armée... Les dauphins, qui eux ont compris, désertent systématiquement ! Gageons qu'avec les insectes, les militaires ont enfin trouvé cerveau à leur taille. [espé]

Sources : BBC le 16/3/2006, Fox news.

## Pétrole - La fin du modèle économique

En ces temps de crise géopolitique avec l'Iran et le moyen-orient, et en dépit de la manipulation des données (évaluation surestimée des réserves) et des déclarations optimistes, le prix du pétrole continue de grimper. Nous approchons du fameux pic de Hubbert, c'est-à-dire du moment où la production ne pourra plus satisfaire la demande. 2010, 2012 ? Et après ?

Obsédés par le contrôle des marchés, assiégés par la logique du profit, les milieux d'affaires ont l'oeil rivé sur le Dow Jones, le Nikei ou le CAC 40. Tétanisées à l'idée d'être débordées par leurs bases, les grandes centrales syndicales s'acharnent à briser l'unité en organisant des randonnées pédestres festives. Façonnée par des médias à la botte du pouvoir, l'opinion publique n'en finit pas de succomber aux délices de l'abêtissement culturel. La servitude volontaire bat son plein. Le silence des pantouffes assourdit autant que le bruit des bottes. Aucun projet historique ne semble mobiliser l'énergie. Pendant ce temps, presque en silence, dans l'apathie et la torpeur quasi générales, un drame s'accomplit : la fin du pétrole bon marché dans une société fondée essentiellement sur... le pétrole bon marché.

L'amélioration des technologies d'extraction du pétrole n'y changera rien. Le volume des découvertes décline depuis le milieu des années 1960. Il devient nécessaire de creuser de plus en plus de puits pour finalement découvrir de moins en moins de pétrole. Par ailleurs, le remplacement du pétrole conventionnel par le non-conventionnel (sables asphaltiques, huiles extralourdes...) ne satisfera qu'une partie dérisoire des besoins. Et il n'y a aucune alternative sérieuse au pétrole, étant donné les coûts écologiques, énergétiques et financiers. La conséquence directe est l'inflation des prix des produits pétroliers qui attendra des secteurs vitaux de l'économie : agriculture, pêche, transport, tourisme. Il faudra globalement se déplacer moins vite, moins loin et moins souvent.

De graves conflits  
Les gouvernements s'efforceront de retarder l'échéance en accordant des compensations financières face aux revendications des différents

acteurs sociaux. Mais ce replâtrage sera de courte durée : la hausse des hydrocarbures sera brutale et irréversible (certains économistes prévoient un baril à 300 dollars en 2015 !). Notre grande dépendance au pétrole, des habitudes tenaces de consommation, la forte croissance asiatique maintiendront pendant encore longtemps une demande élevée pour des raisons quasi vitales.

Aussi les dirigeants des pays industrialisés emploieront-ils tous les moyens pour garantir leur approvisionnement pétrolier. Nous entrerons donc dans une ère d'intensification de conflits internationaux, de guerres permanentes pour l'accès au pétrole. Et aussi d'assister à une nouvelle forme de terrorisme, les conditions se trouvant souvent réunies.

Un chaos social  
Il est facile de prédire que c'est dans l'urgence que s'effectuera cette transition vers l'après-pétrole. Et ce sont, bien entendu, les classes les plus vulnérables qui subiront le plus lourdement cette flambée des prix qui concernera quasiment tous les secteurs. Après avoir souffert des conséquences du modèle économique fondé sur le pétrole (chômage, délocalisations, précarité), elles connaîtront, avec le déclin du pétrole, des conditions de vie de plus en plus difficiles. Restrictions imposées ou consenties dans l'accès aux biens et aux services, fragilisations, instabilités, affrontements, ruptures. Quelle ampleur pourront prendre les émeutes populaires face aux pénuries ? Comment les grandes villes s'adapteront-elles aux difficultés d'approvisionnement ?

Les expérimentations positives, plus ou moins longues à mettre en oeuvre (autoproduction pour certains, jardins familiaux, circuits courts, troc, réseaux d'entraide, coopératives alimentaires...), n'empêcheront pas un nombre important de familles, de ménages, de subir douloureusement ce choc, à commencer par la perte d'emploi due aux restructurations des secteurs les plus touchés ou à l'impossibilité financière de se déplacer, et toutes les conséquences prévisibles (restrictions sur l'alimentation, le chauffage, la santé, l'éducation, les loisirs...). De nombreuses galères en per-

spective : tragique dénouement d'une civilisation qui avait promis l'abondance pour tous.

Réussir la révolution

Les bouleversements sociaux considérables, que certains reprochent aux anarchistes de vouloir provoquer, vont se produire. Et c'est le système capitaliste lui-même, empêtré dans ses propres contradictions, qui les aura engendrés ! Notons au passage qu'il paraît hautement probable que les dirigeants passés et présents, parfaitement informés des conséquences de leurs décisions, ne paieront jamais pour l'impréparation coupable, la gabegie criminelle dont ils auront été les auteurs. La révolte grondera, c'est la seule certitude.

L'issue est aléatoire : socialisme libertaire ou barbare. La mondialisation n'a pu se réaliser que grâce au pétrole bon marché ; par conséquent, en perdant l'or noir, le capitalisme se verra privé de son arme principale. Si nous ne sommes pas capables de profiter de cet affaiblissement considérable pour construire la gestion directe des ressources, la maîtrise collective de la production, le partage des richesses par la solidarité et l'imagination, attendons-nous à voir se développer les gangs, les mafias, la corruption, le crime ou à subir les mesures draconiennes d'États totalitaires au nom de la sauvegarde de la planète.

« Dès aujourd'hui, nous devons nous impliquer dans la vie municipale en participant aux élections, en assistant aux réunions du conseil... », voici tout ce que trouve à écrire Yves Cochet, docteur en mathématiques et ancien ministre de l'Environnement, dans un livre par ailleurs bien documenté *Pétrole Apocalypse* (Fayard). Coluche se serait écrit : « Quand on n'a que ça à dire, on devrait fermer sa gueule. » Il est toujours aussi navrant de voir un intellectuel, parfaitement lucide sur les conséquences dramatiques de l'après-pétrole (la lecture du livre le prouve), prôner une nouvelle fois le réformisme, le parlementarisme, c'est-à-dire la stérilité. Ceux qui détournent, par lâcheté, l'énergie des populations d'une voie porteuse d'avenir -la révolution sociale et libertaire- portent une lourde responsabilité.

[D'après un article de Jean-Pierre Tertrais]

## Les semences « Terminator » encore une fois rejetées : une défaite pour Monsanto®

Du 20 au 31 mars 2006 a eu lieu au Brésil la réunion de la Convention des Nations unies sur la Biodiversité. Monsanto, la plus importante firme agrochimique fabriquant des organismes génétiquement modifiés (OGM) est revenue à l'assaut avec la technologie « Terminator » en menaçant à nouveau l'agriculture mondiale. Mais elle a perdu. Et 1,4 milliard d'agriculteurs ont obtenu un sursis. La lutte continue.

Inventée par Monsanto, la technologie « Terminator » consiste à modifier génétiquement des plantes pour qu'elles produisent des semences stériles. L'objectif étant d'empêcher que les agriculteurs conservent une partie de leur récolte pour la replanter l'année suivante, en les forçant à racheter sans cesse de nouvelles semences. Ces semences peuvent aussi être utilisées pour introduire des caractéristiques spécifiques qui pourraient seulement être activés par l'application de produits chimiques brevetés et fabriqués par les entreprises de biotechnologies. C'est un outil indispensable pour la privatisation totale du vivant.

L'enjeu est de taille, puisque selon la FAO, 1,4 milliard de personnes dépendent de la réutilisation de leurs propres semences. C'est leur seule garantie de sécurité alimentaire et d'autodétermination. En 1999, suite aux protestations de plus de 300 organisations, le géant agrochimique avait dû abandonner le projet « Terminator ». Pour enfoncer le clou, la Convention des Nations unies sur la Biodiversité (CBD) avait ensuite imposé un moratoire sur les technologies permettant de créer des semences stériles ; Astra Zeneca, une autre firme de biotechnologie, avait renoncé officiellement à la commercialisation de graines stériles ; et les gouvernements d'Inde et du Zimbabwe avaient interdit formellement l'usage d'une telle technologie sur leur territoire.

Aujourd'hui, Monsanto est revenu à la charge en proposant de développer cette technologie pour des plantes non alimentaires (coton, tabac, plantes pharmaceutiques et gazon)... sans exclure d'autres utilisations à l'avenir.

Tout s'est joué lors de la réunion de la CBD, organisée au Brésil du 20 au 31 mars 2006. L'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande, appuyés par les États-Unis (qui ne font pas partie de la CBD) et par l'industrie biotechnologique, ont pris la tête des tentatives visant à autoriser les essais en champ de semences « Terminator », poussant la discussion vers une évaluation « au cas par cas » de ces technologies. Mais le 24 mars, le texte proposé par ces pays a été unanimement rejeté par le groupe de travail de la CBD qui se penchait sur cette question. Le moratoire sur « Terminator »

« Cette journée est à marquer d'une pierre blanche pour les 1,4 milliard de personnes dans le monde dont la survie dépend des semences de ferme », a déclaré Francisca Rodriguez, du mouvement paysan international Via Campesina. « Les semences Terminator sont une arme de destruction massive et une menace pour notre souveraineté alimentaire. »

Selon Maria Rita Reis, du Forum brésilien des mouvements sociaux et des ONG. « La décision réaffirme l'interdiction des semences Terminator par le Brésil. Le message envoyé à notre gouvernement et à notre congrès national ne peut être plus clair : le monde entier approuve l'interdiction de ces semences. »

Cette décision n'est cependant pas la panacée et la menace reste toujours palpable. Les capitalistes n'abandonneront pas si facilement leur utopie de privatiser tout ce qui existe sur terre. Les pressions médiatiques, politiques, économiques et policières continueront, toujours dans l'optique de faire accepter la stérilisation des semences et surtout la privatisation du vivant. « Terminator » will be back, à la prochaine réunion de la CBD des Nations Unies, en 2008...

En attendant, la seule solution est l'interdiction totale des brevets et des nérotechnologies. Il faut agir à tous les niveaux, continuer le combat par le système juridique, le fauchage, la désobéissance civile et en lançant des campagnes internationales et nationales. Ces dernières doivent s'appuyer sur des précédents en Inde, au Brésil et au Zimbabwe pour l'interdiction du gène « Terminator ».

En Espagne, « Ecologistas en Acción » ont planté des graines en face des bureaux de Monsanto pour exiger l'arrêt de la technologie Terminator. Les femmes de Via Campesina à Santa Teresa do Oeste (Brésil) ont découvert des plantations expérimentales transgéniques de soja de Syngenta et les ont arrachées. Comme les plantes transgéniques sont illégales sur le territoire brésilien, l'entreprise est accusée de « crime environnemental » et a reçue une lourde amende. Mais de nombreuses femmes ont été arrêtées et sont prises dans les trasseries judiciaires. En Nouvelle-Zélande, le ministère de l'environnement défend la technologie « Terminator » alors qu'en Espagne, la caste royale vient de s'opposer à tout essai en plein champ ! Et en France, en Suisse, en Belgique, on en est où ? [espé]

Sources : Les amis de la Terre International (22 février 2006), [www.grain.org](http://www.grain.org) - [banterminator.org](http://banterminator.org) (24 mars 2006) : pour des idées, de l'information et du matériel de sensibilisation.

# 10 premiers conseils pour rentrer en résistance par la décroissance

La décroissance n'est pas un concept, mais un « mot d'ordre » pour mettre à bas l'idéologie de la croissance pour la croissance. C'est aussi l'idée de ne produire que ce qui est vraiment utile et de trouver des modes de productions moins polluants et qui nécessitent moins de travail. Quelques conseils pour passer à l'action...

## 1. Se libérer de la télévision

Pour rentrer dans la décroissance, la première étape est de prendre conscience de son conditionnement. Le vecteur majeur de ce conditionnement est la télévision. Notre premier choix sera de s'en libérer. Comme la société de consommation réduit l'humain à sa dimension économique consommateur, la télévision réduit l'information à sa surface, l'image. Média de la passivité, donc de la soumission, elle ne cesse de régresser l'individu. Par nature, la télévision exige la rapidité, elle ne supporte pas les discours de fond. La télévision est polluante dans sa production, dans son usage puis comme déchet. Nous lui préférons notre vie intérieure, la création, apprendre à jouer de la musique, faire et regarder des spectacles vivants... Pour nous informer nous avons le choix : la radio (sans pub), la lecture (sans pub), le théâtre, le cinéma (sans pub), les rencontres, etc.

## 2. Se libérer de l'automobile

Plus qu'un objet, l'automobile est le symbole de la société de consommation. Réservée aux 20 % les plus riches des habitants de la Terre ; elle conduit inexorablement au suicide écologique par épuisement des ressources naturelles (nécessaires à sa production) ou par ses pollutions multiples qui, entre autres, engendre la montée de l'effet de serre. L'automobile provoque des guerres pour le pétrole dont la dernière en date est le conflit irakien. L'automobile a aussi pour conséquence une guerre sociale qui conduit à un mort toutes les heures rien qu'en France. L'automobile est un des fléaux écologique et social de notre temps. Nous lui préférons : le refus de l'hypermobilité. La volonté d'habiter près de son lieu de travail. La marche à pied, la bicyclette, le train, les transports en commun.

## 3. Refuser de prendre l'avion

Refuser de prendre l'avion, c'est d'abord rompre avec l'idéologie dominante qui considère comme un droit inaliénable l'utilisation ce mode de

transport. Pourtant, moins de 10 % des humains ont déjà pris l'avion. Moins de 1% l'emprunte tous les ans. Ces 1 %, la classe dominante, sont les riches des pays riches. Ce sont eux qui détiennent les médias et fixent les normes sociales. Du fait de sa grande vitesse, il artificialise notre rapport à la distance. Nous préférons aller moins loin, mais mieux, à pied, en roulotte à cheval, à bicyclette ou en train, en bateau à voile, avec tous les véhicules sans moteur.

## 4. Se libérer du téléphone portable

Le système engendre des besoins qui deviennent des dépendances. Ce qui est artificiel devient naturel. Comme nombre d'objets de la société de consommation, le téléphone est un faux besoin créé artificiellement par la pub. « Avec le mobile, vous êtes mobilisable à tout instant ». Avec le portable nous jetterons donc les fours micro-onde, les tondeuses à gazon, et tous les objets inutiles de la société de consommation. Nous préférons au portable le téléphone, le courrier, la parole, mais surtout, nous tacherons d'exister par nous-mêmes au lieu de chercher à combler un vide existentiel avec des objets.

## 5. Boycotter la grande distribution

La grande distribution est indissociable de l'automobile. Elle déshumanise le travail, elle pollue et défigure les pourtours des villes, elle tue les centres-villes, elle favorise l'agriculture intensive, elle centralise le capital, etc. La liste des fléaux qu'elle représente est ici trop longue pour être énumérée ici. Nous lui préférons : avant tout moins consommer, l'auto-production alimentaire (potager) puis les commerces de proximité, les marchés, les coopératives, l'artisanat. Cela nous conduira aussi à consommer moins ou à refuser les produits manufacturés.

## 6. Manger peu de viande

Ou mieux, manger végétarien. La condition réservée aux animaux d'éle-

vage révèle la barbarie technoscientifique de notre civilisation. L'alimentation carnée est aussi une grave problématique écologique. Mieux vaut manger directement des céréales plutôt que d'utiliser des terres agricoles pour nourrir des animaux destinés à l'abattoir. Manger végétarien ou manger moins de viande doit aussi déboucher sur une meilleure hygiène alimentaire, moins riche en calories.

## 7. Consommer local

Quand on achète une banane antillaise, on consomme aussi le pétrole nécessaire à son acheminement vers nos pays riches. Produire et consommer local est une des conditions majeures pour rentrer dans la décroissance, non dans un sens égoïste, bien sûr, mais au contraire pour que chaque peuple retrouve sa capacité à s'autosuffire. Par exemple, quand un paysan africain cultive des fèves de cacao pour enrichir quelques dirigeants corrompus, il ne cultive pas de quoi se nourrir et nourrir sa communauté (voir texte « Dix objections majeures au commerce équitable » sur <http://decroissance.info>).

## 8. Se politiser

La société de consommation nous laisse le choix : entre PepsiCola et CocaCola ou entre le café Carte noire et le café « équitable » Max Havelaar. Elle nous laisse de choix de consommateurs. Le marché n'est ni de droite, ni du centre, ni gauche : il impose sa dictature financière en ayant pour objectif de refuser tout débat contradictoire et tout conflit d'idée. La réalité serait l'économie : aux humains de s'y soumettre. Ce totalitarisme est paradoxalement imposé au nom de la liberté, de consommation. Le statut de consommateur est considéré comme supérieur à celui d'humain. Nous préférons nous politiser, comme personne, dans les associations, les partis, pour combattre la dictature des firmes. La démocratie exige une conquête permanente. Elle se meurt quand est elle abandonnée par ses individus qui la compose.

## 9. Développement personnel

La société de consommation a besoin de consommateurs serviles et soumis qui ne désirent plus être des humains à part entière. Ceux-ci ne peuvent alors tenir que grâce à l'abrutissement, par exemple, devant la télévision, les « loisirs » ou la consommation de neuroleptiques (Prozac...). Au contraire, la décroissance économique a pour condition un épanouissement social et humain. S'enrichir en développant sa vie intérieure. Privilégier la qualité de la relation à soi et aux autres au détriment de la volonté de posséder des objets qui vous posséderont à leur tour. Chercher à vivre en paix, en harmonie avec la nature, à ne pas céder à sa propre violence, voilà la vraie force.

## 10. Cohérence

Les idées sont faites pour être vécues. Si nous ne sommes pas capables de les mettre en pratique, elles n'auront pour seules fonctions que de faire vibrer nos ego. Nous sommes tous dans le compromis, mais nous cherchons à tendre à plus de cohérence. C'est le gage de la crédibilité de nos discours. Changeons et le monde changera. Cette liste n'est bien sûr pas exhaustive. A vous de la compléter. Mais si nous ne cherchons pas à tendre vers cette recherche de cohérence, nous serons réduit à nous apitoyer très hypocritement sur les conséquences de nos propres mode de vie. Evidemment, il n'est pas de mode de vie « pur » sur la Terre. Nous sommes tous dans le compromis et c'est bien ainsi.

[[www.decroissance.info](http://www.decroissance.info)]

## Médias et pouvoirs

### COMMENT SE RÉAPPROPRIER DÉMOCRATIQUEMENT L'INFORMATION ?

Les médias traversent actuellement une grave crise : rachat par des marchands d'armes, emballages médiatiques, précarisation du métier de journaliste, servilité face au pouvoir et à la publicité, etc.

Nous avons rencontré Pascal Durand, professeur de journalisme à l'Université de Liège, lors d'un débat sur la presse alternative au dernier week-end RAGe/ALN à Modave (17-19 février 2006). Il nous propose ici des pistes pour sortir les médias de la crise.

En temps de concentration et de prise de contrôle des médias par de grands groupes industriels, du fait aussi des contraintes qui pèsent de plus en plus lourdement sur des cohortes de journalistes précaires, la question n'est plus de se demander quelle emprise le credo politico-économique ambiant exerce sur la ligne des grands journaux. Elle est d'envisager les moyens d'en inverser les processus. Des pistes existent en ce sens, dont certaines relèvent de la simple application des législations existantes et dont d'autres appellent un volontarisme démocratique. En voici quelques-unes, indiquées à grands traits, ne serait-ce que pour alimenter un débat qui se voit le plus souvent enfermé dans des oppositions binaires simplistes - Marché vs État, Médias privés vs Pravda, Libéralisme vs Totalitarisme, etc.

1) L'application des règles en vigueur dans la profession serait un premier pas. La carte de presse, par exemple, ne peut être décernée qu'à des professionnels tirant l'essentiel de leurs revenus de leur activité journalistique - par exclusion des « ménages » (prestations rémunérées au profit de tiers, de grandes entreprises, etc.). Or, à la simple application de ce critère, nombre de grands journalistes vedettes de la scène française, pour s'en tenir à elle, devraient se voir retirer leur accréditation journalistique. Dans le même sens, les principes de base voulant qu'un journaliste s'abstienne de rendre compte d'une manifestation ou d'une publication intéressante le groupe qui l'emploie et qu'un chroniqueur politique, par exemple, n'entretienne aucun lien organique, personnel ou institutionnel, avec sa sphère d'observation devraient être inconditionnellement appliqués ;

2) Il est urgent d'installer un Conseil Supérieur des Médias, rassemblant des représentants de la profession, démocratiquement élus par leurs pairs, des intellectuels, des citoyens. Cette haute autorité se tiendrait notamment à l'écoute des journalistes de base, souvent précarisés et mieux informés que quiconque des dérives de la profession qu'ils ont embrassée. Au regard des avis rendus par cette instance, il reviendrait à l'État de casser les prises de participation monopolistiques, de supprimer les aides publiques en direction des médias au service d'intérêts privés et de favoriser, dans un esprit de pluralisme, les médias non commerciaux. On doit s'inquiéter, en particulier, de voir l'ensemble du champ de la communication et de l'édition passer sous le contrôle d'industriels de l'armement ou des travaux publics. Les journaux ou les télévisions

du groupe Bouygues, du groupe Lagardère ou du groupe Dassault, les maisons d'édition gérées par Ernest-Antoine Seillière ne sont pas les « danseuses » de quelques entrepreneurs se divertissant dans la production de biens symboliques. Ces grandes entreprises, singulièrement dans le domaine de l'armement, ont pour clients les États et la presse représente pour eux un moyen efficace de peser sur les décisions politiques (y compris les plus belliqueuses et, en tout cas, les plus coûteuses, aux dépens des moyens à allouer à l'éducation, à la culture, au social, etc.), tant elles peuvent compter, en maîtrisant les moyens d'accès à l'espace public, sur l'empressement d'hommes politiques convertis en communicateurs de leurs propres ambitions et qui ont tout à attendre, non de leur présence sur le terrain, mais de leur présence massive dans les grands médias nationaux. Nicolas Sarkozy n'est pas encore le Berlusconi français ; mais il en a déjà les stratégies, avec l'intervention de médias dociles ;

3) Le développement de médias alternatifs, sur Internet ou d'autres supports, constituent une autre piste à suivre, et de façon d'autant plus urgente que la presse, institution par laquelle se parlent toutes les institutions, est actuellement un pouvoir sans contre-pouvoir, dans la mesure où la critique des médias, quand elle n'est pas pratiquée par les médias eux-mêmes sous une forme qui tient de ce que Roland Barthes appelait la « vaccine » (confesser des dysfonctionnements locaux pour dénier ou occulter des aberrations générales de structure et de fonctionnement), n'a accès à la sphère publique que par le filtre de ces mêmes médias. On gardera cependant à l'esprit que les médias alternatifs ne représentent qu'une solution de rechange, susceptible de servir d'alibi aux médias commerciaux - de la même façon qu'Arte sert au fond d'alibi culturel à France-Télévision. Ces médias alternatifs n'en représentent pas moins la possibilité d'une reconquête de l'expression journalistique par des acteurs et des groupes n'appartenant pas aux seules classes moyennes dans lesquelles se recrutent la plupart des journalistes, avec les effets sociaux et idéologiques qui découlent de ce recrutement : révérence toute particulière à l'égard des classes dominantes et répulsion à l'égard des classes dominées, portant par exemple à ne représenter les mouvements sociaux que sous forme individuelle ou paroxystique, ou à indexer au registre dégradant du « populisme » tout discours prenant fait et cause pour le peuple dans l'oubli que celui-ci constitue le principe de souveraineté sur lequel repose toute démocratie

4) Dans les universités et les grandes écoles spécialisées, il est impératif de veiller à une solide formation critique des aspirants au journalisme. Cet impératif exige, notamment, que des moyens publics soient alloués à la recherche autonome et qu'un veto soit opposé à l'intrusion de chaires privées dans ces domaines du savoir. L'enseignement des techniques du métier devrait de préférence y être confié à des professionnels de la base plutôt qu'à des représentants

de l'élite du monde journalistique ;

5) Une circulation plus équitable de la recherche en sociologie et en théorie critique des médias - comme aussi en sémiologie non contemplative - serait un autre grand apport. Les professionnels ont beaucoup à retirer de ces recherches, dont ils n'ont le plus souvent connaissance que par les comptes rendus hâtifs et caricaturaux qui en sont faits par leurs pairs ou par des chercheurs concurrents mieux disposés à l'égard du « monde comme il va ». Il est frappant de constater que les acquis de cette recherche, quand ils ne sont pas passés sous silence, sont filtrés par les journaux eux-mêmes, dans une situation semblable à celle qui verrait les propositions de l'opposition n'être relayées que par les attachés de communication du gouvernement. Les médias dominants, qui aiment à se présenter comme un contre-pouvoir et comme le lieu d'une critique démocratique de tous les pouvoirs institués, sont sans doute l'instance sociale qui tolère le plus difficilement que la critique soit retournée contre elle. Ayant droit de vie et de mort sur toute prise de position publique, ils sont portés à n'admettre le débat sur les médias que dans la mesure où celui-ci ne touche pas à l'essentiel et, lorsque place est faite à des voix dissonantes, c'est d'emblée pour en simplifier le propos ou pour le noyer dans un faux débat opposant, dans les forums des grands journaux, d'un côté les tenants d'une liberté de la presse intangible et incontestable et, de l'autre, les tenants d'une critique dite radicale des médias réduits à des caricatures aisément condamnables ou ridiculisables ;

6) C'est à une reconquête du temps médiatique qu'il convient de travailler sans délai. L'accélération du rythme de rotation des nouvelles, la religion du scoop et du direct, l'impératif de la concision et de la sensation sont favorables à la pensée stéréotypée, aux clichés et aux faits d'adhésion spontanée à la pensée conforme. Cette reconquête appelle en particulier à une coopération étroite des intellectuels et des journalistes de base. Aux premiers de refuser les conditions de débat biaisées et de résister aux gratifications de la pensée formatée pour les médias. Aux seconds de se fédérer dans leurs rédactions, à l'échelle nationale et internationale, pour exiger des conditions de travail acceptables et secouer le joug des structures actuelles du champ médiatique. La qualité de l'information, facteur essentiel de la vie démocratique, est à ce prix - de même que la reconquête, par les journalistes, de l'aura de leur profession, que compromettent, bien plus que tel faux charnier, les connivences avec les pouvoirs et les accommodements avec l'esprit critique dont les plus « médiagéniques » d'entre eux ne craignent pas de se prévaloir.

Pascal Durand

Une version plus détaillée de cet article est parue en ligne sur le site [www.avoxautre.be](http://www.avoxautre.be). Découvrez *Le Plan B*, nouveau délicieux journal de critique des médias et d'enquêtes sociales.

## Presse libertaire

FREEDOM - Charlotte Wilson, écrivaine issue d'un milieu aisé et parisienne des causes anarchistes dans les cercles socialistes, invita Kropotkine à sa sortie de prison en France, en janvier 1886. En mars de la même année, ils décidèrent de publier *Freedom*, dont le premier numéro sortit en octobre. Dès le départ, *Freedom* fut pensé non pas comme l'outil d'expression d'un groupe particulier, mais comme une voix indépendante au sein du mouvement social. Parallèlement au journal, *Freedom* développa une activité de publication d'ouvrages, pamphlets, opuscules, livres, etc. Après quelques interruptions et changements de noms dues aux guerres, *Freedom* réapparut en 1945 sous sa forme actuelle. Ce quinzomadaire anarchiste et indépendant de toute organisation politique ou syndicale, est très concerné par les conditions de vie (de survie) des prisonniers. Le journal présente aussi un calendrier des manifestations ou événements anti-autoritaires organisés au Royaume-Uni et ailleurs. Le reste des articles traitent essentiellement de l'actualité ou de questions de fond. *Freedom* est parmi les publications anarchistes les plus complètes et sérieuses d'outre-Manche.

Un exemplaire gratuit du *Monde libertaire* et d'*A voix autre* vous seront envoyés sur simple demande.

LE MONDE LIBERTAIRE, hebdomadaire de la Fédération anarchiste UMANITA' NOVA, hebdomadaire de la Fédération anarchiste italienne.

DIAGONAL, bimensuel hispanophone d'actualité critique.

DE NAR, mensuel néerlandophone d'action anarchiste.

NO PASARAN, mensuel du réseau antifasciste No Pasaran.

OFFENSIVE, trimestriel d'Offensive libertaire et sociale.

CQFD, mensuel de critique sociale.

LE PLAN B, bimensuel, critique des médias et d'enquêtes sociales.

Retrouvez les coordonnées de ces journaux sur le site [www.avoxautre.be](http://www.avoxautre.be). Ces journaux sont disponibles notamment à la LIBRAIRIE ADEN et à la LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE.

EN LIGNE

[HTTP://AINFOS.CA](http://AINFOS.CA), agence internationale d'actualité

[HTTP://ENDEHORS.ORG](http://ENDEHORS.ORG), quotidien francophone anarchiste

[HTTP://WWW.DIVERGENCES.BE](http://WWW.DIVERGENCES.BE), analyses actualité internationale

SUR LES ONDES LIBÉRÉES

RADIO LIBERTAIRE, sur 89,4 FM à Paris et, en direct, sur <http://dune2.info:5000/radiolib.m3u>.

RADIO AIR LIBRE, sur 87,7 FM à Bruxelles. « Passe-Muraille », émission sur la prison, tous les dimanches à 18h00.

## Le président du FN condamné pour racisme

Ce 18 avril, Daniel Féret, président-fondateur du Front national belge, a été sévèrement condamné pour racisme. La fin de la mainmise de Féret sur l'extrême droite francophone a-t-elle sonné ? A voir...

Après un très long procès, la cour d'appel de Bruxelles, siégeant en matière correctionnelle, a enfin condamné Daniel Féret. Le président-fondateur du Front national est désormais reconnu coupable d'incitation à la haine raciale. La condamnation contre Féret se base sur plusieurs tracts du Front national et des extraits de ses programmes électoraux.

Condamné à dix ans d'inéligibilité, il ne pourra plus se présenter aux élections à venir (les prochaines : les élections communales d'octobre 2006). La décision judiciaire est également symbolique : le chef du parti raciste devra prêter 250 heures de travail dans le secteur de l'intégration des personnes étrangères. S'il ne se plie pas à cette condamnation, Daniel Féret sera directement envoyé en prison pour dix mois.

Georges-Pierre Tonnelier, ex-bras droit de Daniel Féret, ancien responsable du site de son parti et candidat du FN aux élections, a lui

aussi été condamné, lors du même procès, à une amende de 744 euros et à sept ans d'inéligibilité.

Mais cette condamnation ne le dégommera pas de la présidence du FN et de sa place de leadership électoral de l'extrême droite francophone. Un passage en prison aurait donné la possibilité à ses adversaires internes (ils sont nombreux à l'intérieur et en marge du Front national) de prendre le pouvoir d'une formation toujours groupusculaire aujourd'hui, mais rapportant gros au plan électoral. Féret garde donc aujourd'hui encore la mainmise sur son gadget politique...

La lutte contre l'extrême droite par le recours aux tribunaux, certes si elle marque des points (plusieurs dirigeants néofascistes une fois condamnés ont arrêté toutes activités politiques), sera victorieuse que suite à la mise en pratique d'un réel combat politique contre les partis liberticides. Un combat passant automatiquement par une lutte acharnée contre la mauvaise situation socio-économique actuelle et contre ses inégalités sociales. Si souvent favorables au FN & C°.

[Manuel Abramowicz - RésistanceS]

### Suède – Les postiers bloquent la propagande d'extrême droite

Lundi 27 mars, le syndicat des postiers de la région de Stockholm, affilié à l'union anarcho-syndicaliste de la SAC, a refusé de délivrer la propagande d'extrême droite du parti Nationaldemokraterna - les « Démocrates nationaux ». L'union postale réformiste SEKO a invité ses membres à délivrer la propagande nauséabonde mais bon nombre d'entre eux ont refusé ou sont restés à la maison pour cause de maladie.

A quelques mois des élections, un bel exemple pour nos facteurs.

### Grèce – Manifestation anti-fasciste musclée

Selon les estimations, un millier d'anarchistes et d'autres manifestants anti-fascistes se sont opposés aux forces de police jeudi 30 mars à Thessalonique devant les locaux du groupe fasciste « Chryssi Avgi ». La manifestation a été organisée par Initiative Anti-fasciste pour protester contre l'agression au couteau de trois étudiants la semaine passée par des fascistes, qui seraient membres de « Chryssi Avgi ». Les trois étudiants se remettent de leurs blessures, qui n'étaient pas graves. La police anti-émeute a utilisé les gaz lacrymogènes contre les manifestants, mais d'après les infos personne n'a été gravement blessé lors de la manifestation de jeudi.

### Russie - Nouveau meurtre fasciste

Le 16 avril, vers 6h20 PM, Aleksandr « Shtopor » Ryukhin une jeune anti-fasciste de 19 ans a été assassinée près de la boîte de nuit Planeta Lda, où le groupe punk allemand « Tackleberry » était sur le point de jouer.

Aleksandr approchait le club avec un ami quand ils ont été attaqués par 6 à 8 nazis. Il n'y a eu aucun combat, Aleksandr a été de suite poignardé au coeur et est mort avant l'arrivée des infirmiers 30 minutes plus tard. Son ami a aussi été blessé, mais moins gravement, durant l'agression.

Les néo-nazis portaient des gants et étaient clairement préparés pour tuer. Cependant, à la différence du meurtre de Timur Kacharava en novembre de 2005, les fascistes ne visaient aucune personne en particulier. En dépit de ses sympathies anti-fascistes et du fait que la police ait trouvé des autocollants anti-fascistes dans des ses poches, il est probable qu'Aleksandr ait été simplement visé parce qu'il assistait à un concert punk. Il n'était pas un activiste politique.

Cette tactique de la terreur aveugle est également employée contre les groupes d'immigrés et les étudiants étrangers. Trois jours avant le meurtre de Ryukhin, il y avait un pogrom fasciste important dans la ville de Volzhk, dans la région de Volgograd, qui est connue pour son mouvement anti-fasciste actif. De 20 à 30 personnes ont attaqué la

communauté rom locale, tuant deux personnes et blessant au moins deux autres.

Le 7 avril, les néo-nazis de Saint-Petersbourg ont encore fait les titres des journaux quand ils ont assassiné Lanzar Samba, un étudiant sénégalais âgé de 28 ans. Il a été abattu à 6h00 AM sur le chemin de sa maison. Un fusil de chasse marqué d'une svastika avait été trouvé sur les lieux du meurtre. Fin mars, c'est Liana Sisokko, une fillette de 9 ans, née d'un père malien et d'une mère russe, qui était mortellement poignardée dans la cage d'escalier de sa maison.

Les crimes racistes ne cessent de se multiplier en Russie, notamment à Moscou et Saint-Petersbourg, où des skinheads s'en prennent aux Africains et aux Asiatiques. Quant au pouvoir, il nie ce phénomène fasciste et parle de « hooliganisme » comme dans le cas de l'agression d'un journaliste à qui des Skinheads ont crié, le 1er avril : « La Russie aux Russes ! Hors de chez nous ». L'an passé, 27 personnes sont mortes suite à une agression raciste. Ce silence d'Etat s'explique par le fait que le Kremlin avait l'habitude de flirter avec ces nationalistes. Et pourtant le discours de ces derniers est limpide : le parti ultranationaliste LDPR a ainsi récemment publié une liste de 100 personnes jugées « ennemies des Russes », parmi lesquelles on compte de nombreux défenseurs des droits de l'homme...

Le 19 avril, Aleksandr a été enterré dans sa ville natale, à la périphérie de Moscou. Il était un étudiant en troisième année à l'Institut d'électronique et de mathématiques de Moscou. Aucun suspect n'a actuellement été arrêté.

## A voix autre est...

Un 8 pages, en papier journal, tiré à 3000 exemplaires. C'est le printemps et à l'occasion du Premier mai, nous avons opté pour un grand tirage, un beau journal, une belle feuille de chou ! Notre mois d'avril y est passé, nos économies aussi, mais c'est avec un immense plaisir que nous vous présentons ce numéro - désormais historique - d'A Voix Autre.

Le journal est à PRIX LIBRE. Le prix libre est une pratique de solidarité. C'est donc l'utilisateur(e) qui fixe le prix. Il ne s'agit pas d'arnaquer mais de participer à la hauteur de ses moyens et des ses envies. Le prix libre donne l'occasion d'un questionnement : Quels sont mes moyens ? Combien vais-je donner ? Quels sont les frais engendrés par la production et la diffusion d'un journal ?

Deux moyens de soutenir le journal : la distribution amicale ou le numéro de compte 523-0802245-33 (banque Triodos), « soutien » en communication. Pour s'abonner à la version papier, « abonnement, durée, nombre d'exemplaires et coordonnées. » en communication.

Infos, réactions, remarques, questions, lettres d'amour, spams, encouragements, insultes, bons plans, concerts, conférences, articles.... doivent nous parvenir avant le 25 du mois à :

avoixautre@no-log.org

L'actualité au jour le jour, les dernières chroniques de livres, un agenda mis à jour, sont désormais également disponibles sur

www.avoixautre.be

Ed.resp. : Olivier Hertmans, c/o Collectif Les Foulons, 47-49 rue des Foulons à 1000 Bruxelles. Les articles signés n'engagent que leurs auteurs. Ne pas jeter sur la voie publique.

## Pour l'anarchisme

A VOIX AUTRE a pour objectif de réfléchir aux idées libertaires en décryptant l'actualité et de proposer des activités pour les faire avancer dans notre société. Nous pensons que ce n'est qu'en essayant de susciter un esprit critique de la part des individus que l'on pourra, par la suite, élaborer un autre projet de société.

Nous pensons qu'une société plus libre et plus juste devra s'appuyer sur des expériences antérieures de fonctionnement non-autoritaire. Pour cela, nous considérons comme essentiel d'agir, dès aujourd'hui et dans tous les domaines de nos vies (sur nos lieux de travail, dans nos quartiers, etc.), de manière autogestionnaire et égalitaire, ce qui passe notamment par la pratique des assemblées générales, par l'usage de mandats impératifs et révocables et par la rotation des tâches.

Les anarchistes veulent construire une société libre sans classe ni Etat; sans patrie ni frontières; sans discrimination qu'elle soit liée au sexe, à l'origine géographique, à l'âge ou autre, avec notamment comme objectifs : l'émancipation des individus; la liberté d'expression et de circulation; l'éducation libertaire et permanente dans tous les domaines de la science, de l'industrie et des arts; l'égalité sociale et économique; l'abolition du salariat; la possession collective ou individuelle des moyens de production et de distribution (excluant toute possibilité d'exploiter le travail d'autrui); l'organisation sociale sur la base de la libre fédération des producteurs et des consommateurs; la démocratie directe. Dans le cadre d'une société libertaire, il s'agit d'autogérer les affaires au profit de la collectivité toute entière.

RENCONTRER DES ANARCHISTES.

A BRUXELLES : au Collectif Les Foulons, c/o Centre Garcia Lorca, 47-49 rue des Foulons à 1000 Bruxelles, métro Anneessens. Permanence et bibliothèque tous les premiers samedi après midi du mois. EN FLANDRE : www.anarchie.be.

## Appel syndical à ne pas voter pour le Vlaams Belang

La section provinciale du Limburg de l'ABVV, l'aile flamande de la FGTB, vient de lancer un appel à ses membres à ne pas voter pour le Vlaams Blok / Belang (VB) aux élections communales d'octobre 2006.

Un appel utile pour éviter la fin du cordon sanitaire ?

"Ce n'est pas à nous en tant que syndicat de donner des conseils de vote pour les élections communales," écrit dans cet appel Rob Urbain, le secrétaire provinciale de l'ABVV-Limburg, "mais nous insistons auprès de nos membres pour qu'ils ne votent pas pour des partis liberticides. Le Vlaams Belang n'est pas un parti démocratique. Il se sert de son droit démocratique pour faire valoir ses idées antidémocratiques et antisociales. Le programme de l'ABVV est opposé à celui du Vlaams Belang qui veut supprimer les syndicats. Le Vlaams Belang dit : ce qui est bon pour le patron, est bon pour l'ouvrier. Nous savons mieux..."

L'appel de la branche flamande du syndicat progressiste est très important. La mobilisation contre l'extrême droite doit se généraliser pour éviter des coalitions communales avec le VB. En effet, selon certains observateurs du monde politique, les élections communales d'octobre 2006 seront la première (et la dernière ?) vraie chance pour le Vlaams Blok / Belang de tenter de rompre le cordon sanitaire qui l'empêche d'accéder au pouvoir en coalition. Différents bourgmestres et des sections locales de partis traditionnels (CD&V, NVA et VLD) se sont déjà déclarés prêts à collaborer avec ce parti d'extrême droite condamné pour racisme.

L'après octobre 2006 sonnera-t-il la fin de la marginalisation du VB ? A suivre.

## Agenda

LE DIMANCHE 7 MAI - 22H - DOCUMENTAIRE : THE WEATHER UNDERGROUND - DE SAM GREEN & BILL SIEGEL, USA, 2003, A la fin des années '60 en Amérique, sous la présidence de Richard Nixon, une poignée d'étudiants révoltés par la guerre du Vietnam et par l'oppression des minorités se formèrent un mouvement révolutionnaire armé ayant pour but de renverser le gouvernement... Cinéma Nova, Rue d'Arenberg 3 à 1000 Bruxelles.

LE MARDI 9 MAI - 19H30 - BXL - Café politique d'Attac Bxl1 sur le thème : « Le logement peut-il être une marchandise ? » introduit par le groupe logement d'Attac et José Garcia (Syndicat des locataires), Michaël Michel (ATD Quart-Monde), un représentant du RBDH et un représentant de la « communauté Tagawa ». Entrée libre, contribution volontaire aux frais. Au squat de l'ancien hôtel « Tagawa », 321 avenue Louise à 1000 Bruxelles.

DU 11 MAI AU 1ER JUIN - DE 18H A 20H30 - BXL - Université des Alternatives 2006 - MODULE I - « Agrobusiness Droits sociaux Souveraineté alimentaire Nord-Sud ». Organisée par le GRESEA, les 11 mai, 18 mai, 23 mai et 1er juin, à 11.11.11 - NCOS, 11 rue de la Linière, 1060 Saint-Gilles. Programme complet, renseignements et inscriptions: <http://gresea.be> ou au 02/219.70.76.

LE JEUDI 18 MAI - 19H30 - BXL - Concert punk/hardcore engagé. Avec I Object ! (groupe vegan Straightedge/USA), Lawstreet 16 (oldschool hardcore de Bruxelles), A.N.S. (skate trashers, pas de compromis, USA), Operation Eat Shit (Lille), Cervela (hardcore, Bruxelles). Entrée à 5 euros. Au Garcia Lorca, 47-49 rue des foulons, 1000 Bruxelles.

LE SAMEDI 27 MAI 2006 - DE 12A MINUIT - BXL - FOIRE DU LIVRE - LE JOLI MAI D'ADEN organisés à l'occasion du 6e anniversaire des Editions Aden. Cela se fera en présence de 40 éditeurs, associations et libraires. Il y sera organisé des dédicaces de plus de 30 auteurs, un espace « bouquiniste politique » et BD, 2 conférences, des concerts-expo... 5 euros. Aux Halles de Schaarbeek, rue Royale Ste Marie 22b, 1030 Bruxelles. A voix autre y sera bien entendu.

VENDREDI 16 JUIN - BXL - Manifestation « Droit au logement - un droit constitutionnel pour tous » organisée par le Rassemblement Bruxellois pour le Droit à l'Habitat.

Le week-end du 17 & 18 juin - Paris, La Vilette - Salon du Livre Anarchiste, organisé par la Fédération anarchiste.

JUSQU'AU 21 MAI - BXL - Exposition : Théo Van Rysselberghe, peintre (et anarchiste) Palais des Beaux-Arts, Rue Ravenstein 23, 1000 Bruxelles.

Un zoom sur son engagement militant sur <http://avoixautre.be>.

www.avoixautre.be  
l'info d'un point de vue libertaire

www.mouvements.be  
portail de l'info alternative

www.divergences.be  
revue libertaire, internationale, en ligne